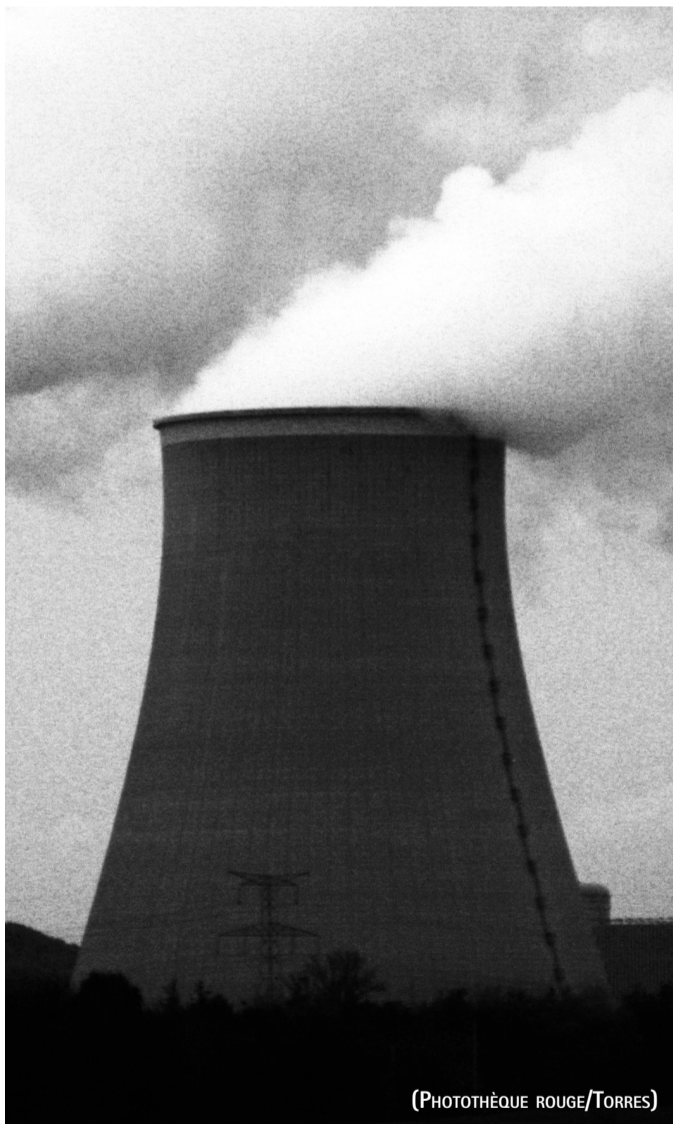


# Japon

# Le cauchemar nucléaire



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/TORRES)



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)



(WIKIMEDIA)

**Le séisme qui a frappé le Japon s'est transformé en catastrophe nucléaire aux retombées mondiales. Il est plus que temps de sortir du nucléaire afin d'éviter que ce drame se reproduise.**

La population japonaise affronte actuellement une catastrophe sans précédent : un séisme de très grande amplitude qui a provoqué un tsunami dévastateur, avec des conséquences humaines, sanitaires et économiques énormes, auquel s'ajoute une catastrophe nucléaire majeure. Une première explosion d'hydrogène a détruit un premier réacteur de la centrale Fukushima Daiichi samedi 12 mars. Lundi, une deuxième explosion a détruit le bâtiment d'un autre réacteur contenant du combustible MOX qui peut provoquer des

rejets encore plus dangereux. Le troisième réacteur a explosé dans la nuit de lundi à mardi, son cœur risquant lui aussi de fusionner. Trois autres réacteurs ne sont plus refroidis et pourraient connaître le même sort, comme ceux d'une autre centrale située à 11 km de la première.

Les conséquences exactes de ces accidents en chaîne ne sont pas encore connues, l'exploitant Tokyo Electric Power n'étant pas réputé pour sa transparence. L'accident a d'abord été classé au niveau 4 sur l'échelle Ines, il a été réévalué au niveau 6 (la

catastrophe de Tchernobyl avait été classée au niveau 7). Les premières mesures indépendantes indiquent que la radioactivité reçue en une heure sur le site de la centrale correspond à la limite de radioactivité à ne pas dépasser annuellement. Et la présence d'un nuage radioactif a été confirmée par des mesures faites à 100 km de la centrale accidentée. C'est donc une vaste région qui subit à l'heure actuelle une contamination. Il est à craindre que cette contamination se propage à tout le pays, voire au-delà.

SUITE PAGE 2





**Agenda**

**17 mars, Gaza, Nancy.** Dans le cadre de l'opération « Un bateau pour Gaza », projection du film *Gazastrophe* suivie d'un débat. RV au cinéma Caméo Saint-Sébastien, Nancy. Le film sort dans toute la France le 16 mars. Pour connaître les dates de projection dans les différentes villes : [www.gaza-strophe.com](http://www.gaza-strophe.com)

**18 mars, hommage, la Commune, Brest.** À l'occasion du 140<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris, les Brestois rendront hommage à Nathalie Le Mel (1826-1921), syndicaliste ayant participé à l'insurrection, arrêtée et déportée en Nouvelle-Calédonie. RV à 17 h 30 à Kérandall, Moulin Blanc, rue Nathalie-Le Mel, Brest.

**18 mars, réunion débat NPA, Cergy.** Débat « *racisme d'État et violences policières* », avec Olivier Lecour Grandmaison, universitaire et initiateur de l'appel à la manifestation nationale du 28 mai, et Omar Slaouti, candidat aux élections cantonales dans le Val d'Oise. RV à 20h30 au LCR des Genottes, place des Genottes (à 100 m de la maison de quartier Saint-Christophe).

**20 mars, révolutions arabes, Paris.** Réunion publique du NPA 18<sup>e</sup> « *Révolutions arabes, un espoir pour tous les peuples* », avec Wassim Azreg, militant tunisien et animateur du Front du 14 janvier à Paris, Nicolas Lambert, metteur en scène et comédien d'*Elf la pompe Afrique* (Compagnie Un Pas de côté), et des militants du NPA de retour du Caire. RV à 18 h 30, théâtre Le Grand Parquet, 20 bis rue du Département (M<sup>o</sup> La Chapelle ou Marx-Dormoy). À 15 heures, représentation de *Elf, la Pompe Afrique* (création de la Compagnie Un Pas de côté).

**26 mars, la Commune de 1871, hier et demain, Le Creusot.** Soirée d'information et de débat : actualité de la Commune, la Commune du Creusot et Jean-Baptiste Dumay. Avec la participation de La Mère En Gueule. RV à 17 h 30, salle Saint-Henri.

**30 mars, révolutions, Grenoble.** Réunion publique « *Tunisie, Égypte, Libye... Solidarité avec les révolutions* », organisée par le NPA 38, avec Gilbert Achcar et Omar El-Shafei. RV à 20 heures, Maison du tourisme de Grenoble.

**2-3 avril, formation NPA, Haut-Doubs.** Le NPA Franche-Comté organise un stage de formation sur : oppression des femmes, internationalisme, réchauffement climatique, syndicalisme. Programme détaillé auprès de [rachel.choix@wanadoo.fr](mailto:rachel.choix@wanadoo.fr)

**6 avril, soirée-rencontre, Bolivie, Paris.** Projection du documentaire *Campeños, histoire d'une résistance* de Sarah Pick et Fabien Lacoudre, suivie d'un débat en présence des réalisateurs. RV à 20 h 30, 4 rue Christine (M<sup>o</sup> et RER Saint-Michel).

# Japon : le cauchemar nucléaire

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

La situation est d'ores et déjà alarmante et s'aggrave d'heure en heure. Elle nous rappelle que la production d'énergie nucléaire n'est ni propre ni sûre et qu'elle soumet les populations et les travailleurs tout au long de la filière à des risques insensés. Des centaines de travailleurs japonais sacrifient actuellement leur vie pour tenter d'éviter que le pire se produise.

Le Japon est, après les États-Unis et la France, le troisième pays le plus nucléarisé au monde : 36% de sa production électrique est actuellement issue du nucléaire, avec un objectif de 50% pour 2030.

L'attitude du gouvernement japonais, celle du gouvernement français, VRP de l'entreprise Areva et du nucléaire, sont insupportables. De même que les déclarations du PS dont le porte-parole Hamon a déclaré que les socialistes n'étaient « *pas favorables aujourd'hui à un abandon du nucléaire* ». Quant au PCF, il propose de « *créer les conditions pour dépasser la fission nucléaire par un investissement public massif dans la recherche* » dans un contexte d'épuisement de l'uranium d'ici 50 ans ! Les promesses de transparence de Nathalie

Kosciusko-Morizet font sourire quand on sait que EDF a produit en 2003 des rapports sous-estimant la fréquence et l'intensité des tremblements de terre pour s'éviter des frais de mise au normes des installations de 34 des 58 réacteurs français.

Bien que les tremblements de terre soient moins fréquents et moins forts en France, un accident pourrait se produire même avec un séisme d'une intensité plus faible. Les dix-huit installations nucléaires du CEA à Cadarache sont installées sur la faille de la moyenne Durance, où s'est produit le plus gros tremblement de terre connu en France, il y a 102 ans. Et ce site a été choisi pour l'implantation du projet Iter !

À l'approche du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'accident de Tchernobyl qui a causé la mort directe ou indirecte d'au moins 600 000 personnes, cette tragédie nous apprend que le Japon, troisième puissance mondiale, pays industrialisé à la pointe des innovations technologiques, ne sait pas plus que la France maîtriser les conséquences liées à la production nucléaire.

En France, la politique énergétique a toujours échappé au débat démocratique. Les citoyens

n'ont jamais eu l'occasion de se prononcer démocratiquement sur le recours au nucléaire.

Puisque Sarkozy a annoncé que la France devait tirer les conséquences de cet accident, manifestons partout dans le pays pour réclamer la fermeture immédiate de tous les réacteurs ayant atteint ou dépassé les 30 ans de fonctionnement, l'arrêt complet de tous les projets portés à l'étranger par l'industrie nucléaire française, l'arrêt de tous les projets en cours (EPR, Iter, Bure et centres de stockage des déchets nucléaires) dans le cadre d'un plan global de sortie du nucléaire.

Le NPA revendique la création d'un grand service public de l'énergie sans nucléaire géré par les usagers et les travailleurs, qui favoriserait les économies d'énergie et les énergies renouvelables qui, à investissement égal, produit deux fois plus d'électricité que l'EPR et créent quinze fois plus d'emplois.

**Catherine Faivre d'Arcier**

Un appel à soutien au peuple japonais est lancé par ESSF : [www.europe-solidaire.org/spip.php?article20666](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article20666)

## regards

Propos recueillis par un correspondant



## ÉDUCATION NATIONALE *Le Cned en lutte*

*Le Centre national d'enseignement à distance (Cned) – 81<sup>e</sup> université française – lutte actuellement pour sa survie en tant qu'organisme public d'enseignement à distance. Une enseignante participant à la bagarre à l'institut Cned de Lyon Croix-Rousse a bien voulu répondre à nos questions.*

### Qu'est-ce que le Cned ?

Créé en 1939, cet établissement est réparti en huit centres sur tout le territoire. Cette université, dirigée par un recteur nommé directement par le président de la République, se destine à l'enseignement à distance et dispense ses cours principalement par correspondance, mais également sous forme multimédia (CD-rom, DVD, etc.) avec des accompagnements par des sites en ligne, par téléphone, du tutorat, etc. Il s'adresse aux personnes ne pouvant se déplacer pour diverses raisons dans un établissement scolaire (maladie, handicap, temps disponible). Il concerne donc la population de la scolarité obligatoire mais aussi de la formation professionnelle (formation, reconversion). En tant qu'organisme public, l'enseignement est peu onéreux pour les élèves... même si maintenant le coût devient de plus en plus élevé pour les usagers.

### Actuellement le Cned, comme toute l'Éducation nationale, subit des attaques d'une grande violence. Qu'en est-il concrètement ?

Sur un plan national, le Cned est attaqué massivement. Dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) un audit a été demandé afin « d'évaluer » le Cned. Cet audit a été réalisé par un cabinet privé spécialisé dans le marketing. Nous avons appris aussi que d'anciens cadres de France Télécom avaient été nommés dans les instances de direction au national. Les centres Cned ont changé de nom, « d'instituts » nous sommes devenus « sites », la carte des formations a été redistribuée et le mode de direction remplacé par un système plus vertical, directement aux ordres du recteur. Ici à Lyon Croix-Rousse, nous avons une direction composée de trois personnes. Aujourd'hui nous avons seulement un « délégué du recteur » qui passe une journée par semaine sur notre « site ».

### Une fermeture de l'institut de Lyon a-t-elle été évoquée ?

Les choses ne nous ont jamais été dites clairement, il a fallu que nous tirions les vers du nez de la direction pour obtenir des informations, car seules des rumeurs circulaient au début. À l'automne 2010 nous avons décidé, une grande partie du personnel et les syndicalistes, d'aller ensemble demander à la direction du site de Lyon de répondre à nos questions. Sous la pression, le délégué a joint le recteur qui nous a confirmé par téléphone la fermeture prévue de certains des huit centres Cned, dont vraisemblablement l'un des deux centres de Rhône-Alpes, Lyon ou Grenoble.

### Comment s'est organisée la lutte ?

Nous avons mis en place des commissions (médiat, partis politiques) pour nous répartir le travail avec pour objectif de faire connaître notre situation et notre combat. Elles sont constituées de syndiquéEs et de non-syndiquéEs. Pour informer la population, nous avons installé plusieurs banderoles visibles de l'extérieur du bâtiment et tapissé d'affiches une partie des baies vitrées. Inutile de préciser que la direction n'a pas apprécié : lors

des « vœux » en janvier, le DRH et la direction du site ont arraché le matériel militant que nous avions scotché aux murs. Nous avons aussi organisé des manifestations. Pendant la première, nous avons fait un circuit dans l'arrondissement pour aboutir à la mairie où une délégation a été reçue. Pour la deuxième, nous nous sommes rendus à la préfecture où nous avons aussi été reçus.

### Êtes-vous en lien avec les autres « sites » nationaux ?

La coordination se met en place par le biais de listes de diffusion, et par l'intermédiaire des délégués syndicaux, même si nous avons encore un peu de mal à centraliser l'information.

Si vous souhaitez encourager, apporter votre soutien à ces travailleurEs de l'éducation, vous pouvez les contacter à cette adresse : [cned.personnel@gmail.com](mailto:cned.personnel@gmail.com) Pour laisser un message ou aller sur leur blog : <http://personnelcned.blogspot.com> Vous pouvez aussi signer la pétition en ligne : <http://petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2010N4336>



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TN)





# Fuite en avant raciste

La loi Besson sur l'immigration a été adoptée définitivement le 15 mars par l'ensemble de la droite, dans un contexte de propos racistes envers les immigrés. La lutte pour les droits des étrangers continue.

Sarkozy et son gouvernement sont au plus bas dans les sondages. Certains à droite commentent même à imaginer un autre candidat pour 2012 car ils craignent la défaite avec Sarkozy. Mais pour l'instant, la droite n'a pas d'autre candidat. Pour essayer de reprendre la main, elle nous ressort donc toujours la même recette : agiter la menace de « la déferlante d'immigrés ». La députée Chantal Brunel a confirmé ses propos honteux en demandant que « l'Europe donne des moyens financiers à l'Italie pour affréter des bateaux pour reconduire [les immigrés] dans leurs pays d'origine ». Cette députée UMP ne fait que reprendre la logique de Sarkozy concernant les révolutions arabe. Il mettait en garde le 27 février contre « les conséquences de telles tragédies sur les flux migratoires. C'est la France qui serait en première ligne ». Cette politique a pour résultat de légitimer les discours de Marine Le Pen et de favoriser la progression fasciste.

C'est dans ce contexte qu'a été adoptée définitivement le 15 mars la nouvelle loi sur l'immigration, dite loi Besson, la cinquième en sept ans. Le gouvernement a retiré, sous la pression des députés centristes, son fameux amendement annoncé cet été à Grenoble sur la déchéance de la nationalité pour ceux qui auraient tué un policier. Ce recul est plus symbolique mais ne remet pas du tout en cause la logique extrêmement répressive de cette loi. Borloo et ses amis veulent se différencier de Sarkozy sur les aspects les plus « spectaculaires » (le meurtre de policier ne concernant que quelques personnes), mais ils ont par contre voté tout le reste avec l'UMP, cautionnant une politique complètement raciste. Avec cette nouvelle loi, plus de 28 000 étrangers gravement malades et soignés en France pourront être expulsés car cela coûte « trop cher » ! Autre nouveauté

## LA LOI BESSON SUR L'IMMIGRATION



dans le code civil à propos de la naturalisation : la mise en place d'un examen de français où les étrangers devront prouver leur attachement « aux valeurs de la République ». Une « carte bleue » européenne va être mise en place pour poursuivre le pillage en main-d'œuvre qualifiée (médecins, ingénieurs...) dans les pays pauvres, tout en précarisant encore plus la majorité des immigrés. Les expulsions vont également être facilitées, puisque si « un groupe d'au moins dix étrangers vient d'arriver en France en dehors d'un point de passage frontalier, en un même lieu ou sur un ensemble de lieux distants d'au plus dix kilomètres, la zone d'attente s'étend du ou des lieux de découverte des intéressés jusqu'au point de passage frontalier le plus proche ». Des centres de rétention sauvages pourront être créés, inaccessibles aux avocats : des « mini Guantanamo ».

**LE FANTASME DE L'INVASION**  
Ce discours est totalement politicien et idéologique, la menace

d'une « invasion » est un fantasme agité par la classe dominante. Même l'ancien porte-parole de l'UMP Dominique Paillé, devenu président de l'office français de l'immigration et de l'intégration, déclare : « Mis à part le cas particulier de quelques arrivées à Lampedusa en Italie, qui est à part, tout cela relève de la pure fiction ». La seule chose qui a changé depuis la révolution tunisienne, c'est qu'il y a moins de morts en Méditerranée et donc plus de survivants qui arrivent à traverser la mer, car il y a moins de patrouilles de police tunisiennes et surtout libyennes, qui coopéraient avec la police européenne dans le cadre de Frontex (cela reste cependant toujours risqué, 35 migrants ont disparu le 15 mars). Depuis 20 ans, alors que l'on ne cesse de nous « matraquer » avec le « problème » de l'immigration, celle-ci n'a absolument pas varié selon les chiffres officiels de la fondation Schuman. En 2010, on comptait 8,6% d'immigrés en Europe : 6,5% en France et 10% en Allemagne. En ajoutant les étrangers

et les Français naturalisés nés à l'étranger, cela représente 8% de la population en France, soit seulement 0,6% de plus qu'en 1990 (7,4%).

Nous nous opposons donc avec la plus grande fermeté à cette nouvelle loi, nous devons poursuivre la lutte antiraciste, obtenir la régularisation de tous les sans-papiers. La révolution arabe n'est pas une « menace » mais bien une opportunité et nous sommes totalement solidaires des luttes de l'autre côté de la Méditerranée. À l'heure où des milliers de Libyens sont massacrés, il faut ouvrir les frontières, cesser les patrouilles Frontex, arrêter les expulsions, fermer les camps de rétention partout en Europe... Bienvenue à tous les immigrés !

**Antoine Boulangé**

Préparons dès maintenant la grande manifestation antiraciste, contre la politique d'immigration, pour la régularisation des sans-papiers le 28 mai à Paris.

Appel unitaire, infos, matériel sur : <http://dailleursnoussommesdici.org>



Par **Sandra Demarcq**

## VIVRE, PAS SURVIVRE !

À l'appel de « génération fauchée », mouvement contre la précarité né sur Facebook, environ 300 000 manifestantEs sont descenduEs dans les rues portugaises, samedi 12 mars, pour protester contre la crise, le chômage et les plans d'austérité. Les revendications étaient claires : du travail, des conditions de vie décentes, et vite !

Avec un taux de chômage record de 10,8%, le Portugal compte 620 000 chômeurEs, dont près de la moitié sont âgés de moins de 35 ans. Plus de 10% ont un diplôme et la précarité touche plus de 2 millions de personnes. Un million de personnes sont payées avec des « reçus verts ». Il s'agit de travailleurEs avec un emploi permanent, un patron, un horaire et qui sont payés comme des travailleurEs indépendantEs prestataires. Ils peuvent être licenciés du jour au lendemain. Ils n'ont donc pas de congés payés, pas d'indemnités de chômage et doivent payer seuls leur assurance maladie s'ils en veulent une. Face au succès de ce mouvement, le Premier ministre socialiste, José Socrates, a déclaré « comprendre les angoisses » des jeunes, ce qui ne l'a pas empêché de renforcer, la veille de la manifestation, les mesures d'austérité. Après l'Allemagne, le Portugal montre une fois encore que les travailleurEs, les précaires, les jeunes en ont ras-le-bol de payer la facture de la crise et d'être « sacrifiés » au prétexte de la dette. Pour les classes dominantes européennes, il faut détruire acquis et conquêtes sociales obtenus ces dernières décennies. Du coup, une véritable « guerre sociale » est à l'œuvre aujourd'hui en Europe. Face à cette situation, l'enjeu est de coordonner les résistances au niveau européen pour construire une politique européenne internationaliste donnant la priorité à l'harmonisation par le haut des droits sociaux, à une politique qui fasse payer les capitalistes et les banquiers. Ces objectifs ne peuvent être atteints que par la mobilisation sociale et politique de millions de travailleurEs et de citoyenNEs et une confrontation avec les classes dominantes et les gouvernements.

## leur monde...

**Honte en gare de Menton !** Ce matin, je suis passée devant la gare de Menton, ville frontalière avec l'Italie. Environ dix camions de CRS et une voiture de la douane étaient massés devant et dans la gare, espérant arrêter des gens « bronzés » venant d'Italie. Ils en ont pris un et alors qu'il était déjà dans le camion, assis, je vois un CRS lui balancer une paire de gifles et lui crier « shut up ». Un journaliste de l'AFP était sur place et à ma demande, il m'a répondu qu'il n'avait rien vu, qu'il regardait ailleurs.

Honte à ce pays ! Comme j'étais seule, je n'ai rien pu faire et j'en conçois du regret et de la révolte.

**Odile**

**Délinquant présidentiel.** Le nouveau report du procès de Jacques Chirac a donné lieu de la part des médias et de la classe politique à un grand concours d'hypocrisie. À en croire ces bonnes âmes, un tel procès même tardif « abîmerait la fonction présidentielle ». Et puis, il serait indécent de harceler ainsi un

« vieil homme » pour des faits très anciens... C'est oublier un peu vite que si Chirac doit affronter la justice alors qu'il a effectivement un âge avancé, c'est surtout parce qu'il a pu bénéficier d'une véritable impunité pendant près de 20 ans ! Encore ne devrait-il rendre des comptes – on commence à en douter ! – que pour une toute petite partie des méfaits qui furent ceux du « système Chirac » lorsqu'il tenait la mairie de Paris. En ce qui concerne les dossiers les plus lourds – comme le racket des HLM ou celui de la rénovation des lycées parisiens – la justice

fort complaisante a épargné l'ancien président. On notera aussi avec intérêt – et dégoût... – que la gauche a toujours apporté sa contribution à la protection de Chirac. C'est Roland Dumas, ancien ministre socialiste, qui, en tant que président du Conseil constitutionnel, a organisé « juridiquement » l'impunité présidentielle. Et c'est Georges Kiejman, lui aussi ancien ministre socialiste, qui assure aujourd'hui sa défense (avec d'autres avocats)...

## UNEDIC Sans luttes, pas d'avancées

La quatrième séance de négociation pour la nouvelle convention de l'Unedic a été annulée, après que la troisième, comme la seconde, n'a duré que deux heures. Les choses sont maintenant claires : sauf brusque retournement, la convention, qui doit couvrir les deux prochaines années, prévoit le statu quo en matière d'indemnisation, alors même que moins de la moitié des 6 millions de chômeurs bénéficient des allocations Unedic. Comme le dit le tract d'AC! Bordeaux, l'Unedic doit « ouvrir le droit à l'indemnisation dès le premier jour travaillé pour tous, quel que soit l'employeur, public ou privé. Pour cela, les fonds Unedic doivent être utilisés exclusivement pour l'indemnisation. Garantir la continuité des droits en rendant impossible toute radiation de

Pôle emploi sans revenu de remplacement et en exigeant la suppression définitive du statut de fins de droits. Toutes les formes de discriminations visant les saisonniers, les stagiaires et toutes les formes de précarité du travail doivent être supprimées. Nous demandons que le gouvernement et les partenaires sociaux prennent les mesures nécessaires pour que les organisations des chômeurs, chômeuses et précaires soient consultées pendant les actuelles négociations de l'Unedic. Devant l'urgence, le gouvernement a su sauver les banques, alors, cessez de parler de manque d'argent et, pour répondre à l'urgence, « sauvons » de même les chômeurs et précaires en mettant en œuvre leurs droits légitimes d'assurés sociaux. »

Un ultime chantage commence à poindre : le

Medef serait prêt à céder sur quelques petits éléments à condition que les organisations signataires acceptent une baisse des cotisations patronales dès que les comptes de l'Unedic deviennent positifs de 500 millions d'euros sur deux semestres. Quand on sait que l'Unedic emprunte des milliards (elle est cotée AAA sur les marchés financiers), on voit tout le suite la manipulation : emprunter, rendre les comptes positifs, puis baisser les cotisations patronales et payer les dividendes. Devinez qui y gagne, dans les deux cas ?

Des déclarations laissent deviner une envie de signature, comme celle de la CFDT : « La baisse n'est pas un tabou pour nous, mais elle doit être faite à la seule condition que le déficit cumulé de l'Unedic soit sur la bonne pente ».

Après la manifestation monstre contre la précarité au Portugal, qui suit une manifestation identique en Allemagne, on peut penser que le potentiel de mobilisation existe sur ce sujet. Quelques rassemblements dans la division ont ponctué les premières négociations, ce qui explique le peu d'avancées. Le 25 mars, il semble qu'une nouvelle négociation sur l'Unedic est convoquée. Juste le temps de préparer, enfin, une mobilisation unitaire, qui ne laisse pas les chômeurs dans les bras du Front national.

Correspondant

## HÔPITAL PUBLIC

### Déficit organisé

Xavier Bertrand veut réduire le financement des hôpitaux publics. Qui veut tuer l'hôpital fabrique son déficit...

Xavier Bertrand, ministre de la Santé, vient d'annoncer, au 1<sup>er</sup> mars, la baisse des tarifs hospitaliers en médecine, chirurgie et obstétrique. S'agirait-il enfin d'une bonne nouvelle pour les salariés et les classes populaires, alors que la part des soins à la charge des « ménages » ne cesse d'augmenter ?

Il s'agit en fait d'une nouvelle attaque contre l'hôpital public : la « baisse des tarifs » qui va accroître son étranglement financier. Le remboursement par la Sécurité sociale des actes pratiqués à l'hôpital va diminuer, alors que, mécaniquement, les dépenses hospitalières augmentent (frais de personnel, médicaments, produits alimentaires, travaux, frais de chauffage...).

Cette décision n'aura aucune conséquence positive pour les malades. Ils vont être au contraire davantage sollicités pour payer, de leur poche, leurs soins hospitaliers, soit directement, soit par l'augmentation des tarifs des mutuelles. Dernier exemple en date : la remontée du seuil au-delà duquel les actes médicaux sont remboursés à 100% (moins la franchise de 18 euros).

Simultanément, le ministère confirme sa volonté de limiter l'activité des hôpitaux sous peine de sanctions financières. Moins d'actes, payés moins chers, alors que leurs dépenses de fonctionnement augmentent, le gouvernement met en place un mécanisme pervers pour réduire les moyens financiers déjà insuffisants des hôpitaux. Il organise ainsi leur déficit... au moment même où Sarkozy leur ordonne de sortir du déficit pour 2012 !

« Qui veut tuer l'hôpital fabrique son déficit » telle est bien la devise de ce gouvernement dont le but est de réduire la place de l'hôpital public pour favoriser le développement des chaînes de cliniques cotées en Bourse, comme il détruit la Sécurité sociale pour faire de la place aux assurances privées et à leurs profits.

L'hôpital est déjà fortement pénalisé par sa mise en concurrence avec les cliniques commerciales. Avec des tarifs identiques, il doit accueillir les pathologies et les malades les plus lourds et les moins « rentables ». Nouvelle injustice : la baisse des tarifs annoncée est quatre fois plus importante pour les hôpitaux que pour les cliniques.

Bref, c'est toujours deux poids deux mesures au détriment de l'hôpital, et les conséquences vont immédiatement se faire sentir. De nouveaux « plans de retour à l'équilibre » vont être imposés, avec à la clé des suppressions de services et d'hôpitaux de proximité et des restructurations, dont les malades seront les victimes.

Des milliers d'emplois hospitaliers supplémentaires sont menacés, avec pour conséquences une insuffisance de personnel pour assurer la qualité et la sécurité des soins, la polyvalence généralisée et donc des risques accrus pour les malades. L'hôpital public, pilier de notre système de santé, est en grand danger. Ces nouvelles mesures sont une raison supplémentaire pour assurer le succès de la journée unitaire du 2 avril, « notre santé est en danger », en direction des agences régionales de santé (ARS).

Jean-Claude Delavigne



## RYTHMES SCOLAIRES

### Feu sur l'enseignement public !

Deux rapports sur les rythmes scolaires, remis il y a quelques mois, mettent en danger les statuts des enseignants et la qualité de l'enseignement.

Le débat se poursuit, mais il n'y a rien à en tirer, tant la « réforme » des rythmes scolaires rentre dans le projet gouvernemental de détruire le service public d'éducation.

Le comité de pilotage (Copil) de la conférence nationale sur les rythmes scolaires a remis un rapport d'étape à Luc Chatel le 25 janvier. Mi-décembre, un rapport parlementaire issu d'une mission présidée par la députée Michèle Tabarot, sur les rythmes scolaires, paraissait également. Le Copil le précise : « ces points de vue sont complémentaires et appelés à s'enrichir l'un l'autre ». La discussion qui se poursuit et se conclura fin mai se base sur les deux rapports.

Sans surprise, le Copil préconise la diminution des heures de cours à tous les niveaux d'enseignement, l'allègement et la dévalorisation des programmes sous prétexte d'accompagnement personnalisé. L'approfondissement de l'autonomie des établissements et la redéfinition des missions des enseignants (toutes les

propositions sur les rythmes « ont en cascade, des incidences sur les missions, voire sur le statut des enseignants ») sont proposées.

Le rapport Tabarot précise les objectifs gouvernementaux. Trois cibles apparaissent : les heures de cours, les disciplines et le statut des enseignants (« repenser les missions des enseignants pour garantir la présence d'un vivier »). On y trouve également nombre de propositions réactionnaires : outre confier l'éducation physique et sportive (EPS) et les disciplines artistiques au privé ou aux collectivités territoriales, le rapport préconise également le dynamitage des maternelles, la liquidation du bac, l'annualisation des services (la définition hebdomadaire est une « rigidité »), un temps de présence obligatoire des enseignants dans leur établissement et

le raccourcissement des congés scolaires (on passerait à une année scolaire de 180 à 200 jours contre 144 actuellement).

Sous couvert d'une discussion sur les « rythmes scolaires », c'est une offensive de grande ampleur contre l'enseignement public, les programmes nationaux, le cadrage national et le statut des enseignants qui s'amorce. C'est pourquoi il faut revendiquer le retrait du projet de réforme des rythmes scolaires.

Une énième participation aux consultations peut-elle « peser sur les choix du gouvernement » ? À ce stade, on ne peut que constater que les directions des principaux syndicats enseignants se sont prononcés pour la poursuite de la concertation. Alors que les rapports Tabarot et du Copil indiquent clairement où elle mènera.

Loïn de penser que la situation

actuelle est satisfaisante, il serait naïf de croire qu'il puisse ressortir quelque chose de positif de cette concertation avec ce gouvernement. Rappelons-nous que les « états généraux sur la violence scolaire » ont légitimé la mise en place du dispositif Éclair. Il s'agit donc de s'organiser pour faire en sorte que la concertation syndicats-gouvernement sur les rythmes scolaires s'interrompe, pour empêcher un projet destructeur, pour créer les conditions du « tous ensemble » contre le gouvernement et ouvrir la voie à la lutte des enseignants pour leurs multiples revendications, à commencer par l'arrêt des suppressions de postes.

Éric Abarroc





Le Caire, le 6 mars. Des manifestants tentent de forcer un barrage de l'armée. (REUTERS/AMR DALSH)

## L'Égypte entre deux eaux

Des camarades qui se sont rendus en Égypte témoignent de la situation difficile, notamment pour les grévistes..

L'Université du Caire a rouvert depuis deux jours quand nous y allons. Alors que certains étudiants nous expliquent que ce qui compte c'est maintenant d'arrêter les désordres et de relancer le pays, d'autres occupent un bâtiment pour exiger la démission du directeur, ancien proche de Moubarak.

C'est à l'image de la situation paradoxale en Égypte désormais, alors que l'unanimité de la première phase de la révolution laisse place à de nombreuses discussions et à une tentative de reprise en main par l'armée.

Plusieurs militantEs parlent d'une véritable explosion de grèves. Même les travailleurs du zoo et les clowns se sont mis en grève contre leurs chefs et pour une amélioration de leurs conditions de travail! Partout on discute politique: dans les cafés, les transports, les quartiers; des dizaines de groupes se forment et organisent des conférences sur la réforme constitutionnelle, la transition démocratique, le modèle économique et politique à adopter.

De nouveaux syndicats se créent dans plusieurs secteurs: conducteurs de bus, postiers, industrie textile, travailleurs du cuir et techniciens des hôpitaux. Des comités populaires se développent dans les quartiers, souvent initiés par des jeunes qui étaient sur l'emblématique place Tahrir.

Il existe pourtant une autre face, bien plus inquiétante, de la situation. Il y a une semaine, l'armée a vidé les irrédutibles

de la place Tahrir avec 150 arrestations et des cas de torture. Une campagne de presse, relayée par le nouveau gouvernement, dénonce les grèves qui seraient un obstacle au redémarrage du pays. De jour en jour le couvre-feu se renforce dans le centre du Caire. Même la police détestée a fait sa réapparition. Tout cela s'appuie sur un désordre dont tout laisse penser qu'il est organisé. Une église copte a brûlé, des armes circulent. Du coup cette aspiration au retour à l'ordre trouve un écho dans une partie de la population. Cela s'appuie aussi sur une confiance, répandue dans la société égyptienne, envers une armée qui n'a pas tourné ses armes contre la population lors de la révolution. Vendredi dernier, nous avons assisté à ce spectacle étonnant d'une manifestation sur la place Tahrir défendant l'unité entre coptes et musulmans où la foule a acclamé le responsable militaire de la région du Caire. Les quelques jeunes qui protestaient étaient marginalisés. En même temps, la foule criait des slogans contre les forces de la sécurité politique, exigeant leur démantèlement complet.

Cela produit des différenciations au sein du mouvement. Alors que le Conseil suprême des Forces armées organise un référendum le samedi 19 mars sur quelques amendements à la Constitution, la plupart des forces du mouvement le refusent et exigent un processus pour une nouvelle Constitution. La manifestation du vendredi 18 mars doit exprimer ce refus. Rien ne laisse penser qu'elle sera importante car la direction des Frères

musulmans n'y appelle pas et soutient le vote. Mais, même au sein des Frères musulmans, des dissensions se développent, notamment chez les jeunes.

Sur la question des grèves en cours, la différenciation est beaucoup plus tranchée. La plupart des forces du mouvement s'opposent aux grèves. Ce qui compte pour elles est de relancer l'économie. Les grévistes sont accusés de diviser la nation dans une période où il faut au contraire l'unité du peuple. Seules les forces les plus à gauche soutiennent les grèves. Comme nous le disent des militants, la question n'est pas idéologique, elle est devenue directement concrète: c'est désormais la classe ouvrière qui peut mener le processus en avant, en lien avec les comités des quartiers les plus populaires et les plus militants.

L'avenir n'est pas joué. Les groupes de la gauche radicale mettent toutes leurs forces dans le développement d'organisations de base dans les quartiers populaires et dans les lieux de travail. Ils insistent sur la nécessité de s'appuyer sur le processus tel qu'il est constamment en train de s'inventer.

Yayhia nous explique que la révolution est partout et profonde parce que ce sont 12, 15 peut-être 20 millions d'Égyptiens qui se sont mis en mouvement et que, pour l'instant du moins, personne ne peut prétendre contrôler cela, même pas l'armée.

**Cédric Piktoroff, Mélanie Souad et Denis Godard**

## Ultimatum à Chypre

Le 11 avril 1965, Dervis Ali Kavazoglu, chypriote turc, et Kostas Michaulis, chypriote grec, tous deux syndicalistes, furent assassinés dans la même voiture, alors qu'ils sortaient d'une réunion, par l'organisation ultra-nationaliste turque TMT.

Il s'agit d'un épisode tragique et significatif des violences qui ont marqué l'histoire moderne de Chypre entre nationalistes des deux communautés (gréco-phones majoritaires, turcophones minoritaires) unis contre l'important mouvement communiste et syndical, sur fond de rivalités entre impérialismes régionaux et mondiaux pour la domination de cette île à la position géostratégique cruciale (la Grande-Bretagne détient toujours d'immenses bases militaires dans le sud de l'île). Prenant prétexte de ce contexte (et notamment des massacres perpétrés par l'EOKA, l'équivalent chypriote grec du TMT), l'État turc est intervenu militairement en 1974. L'armée turque occupe le nord de Chypre depuis cette date et l'impérialisme turc y soutient un État fantoche (la République turque de Chypre du Nord RTCN). Après l'occupation, la Turquie mena une véritable politique de colonisation en installant des populations venues d'Anatolie et leur octroya la citoyenneté de la RTCN. Celle-ci est devenue avec le temps un «Las Vegas du pauvre» avec l'écllosion des casinos (permettant le blanchiment d'argent sale) et d'immenses maisons closes ayant pignon sur rue. Afin de rendre la population locale dépendante de la Turquie, les dirigeants turcs ont méthodiquement démantelé l'industrie locale et créé une fonction publique pléthorique.

Or, l'impérialisme turc est lui-même confronté aux contradictions du capitalisme et essaie d'imposer depuis Ankara (capitale de la Turquie) des mesures néolibérales (dont le relèvement de l'âge de la retraite de 60 à 65 ans, ce qui nous rappelle quelque chose en France!). De telles mesures remettent en cause non seulement des droits sociaux mais aussi l'existence même d'un peuple chypriote turc qui serait condamné à l'émigration en l'absence d'avenir sur sa propre terre.

Ainsi, en raison du statut particulier de l'État fantoche qu'est la RTCN, la lutte sociale et anti-impérialiste vont de pair. Les meetings pour «l'existence sociale» mêlant syndicats, associations et partis ont connu un immense succès à l'échelle de la RTCN avec 30 000 participants le 28 janvier et 60 000 le 2 mars sur un peu plus de 400 000 habitants (il faut également indiquer que des manifestations de soutien ont eu lieu en Turquie même par des internationalistes contre l'impérialisme de leur propre État). Cela, malgré les intimidations orales du Premier ministre turc Erdogan et surtout des attaques commises par des militants ultra-nationalistes turcs à Chypre même. La stratégie de la tension mise en œuvre depuis Ankara n'a pas entamé la détermination du collectif social et politique à l'origine du mouvement qui a donné jusqu'au 25 mars au gouvernement fantoche de la RTCN pour démissionner. Au-delà de cette échéance se pose la question des peuples de Chypre à déterminer leur avenir. Le 20 juillet 1974, le code secret de l'armée turque pour annoncer le début du débarquement sur l'île était «Ayse part en vacances», comme le disent avec humour nos camarades internationalistes chypriotes turcs: «Ayse, les vacances sont finies!»

**Suren**

## GRÈCE

### Victoire des 300 grévistes de la faim

La première victoire de la classe ouvrière grecque contre le directeur FMI, Union européenne (UE) et Banque centrale européenne (BCE) est venue des 300 immigrés, considérés comme «illégaux»! Après 44 jours de grève de la faim, ils ont fait reculer le gouvernement Pasok sur l'essentiel, à savoir leur droit de vivre et de travailler à peu près «normalement», sans qu'ils soient constamment menacés par l'appareil de répression. Comme l'a dit Abdul Hatzis, représentant des grévistes, «notre victoire est une victoire pour toute la classe ouvrière». En effet, la réduction à 50 jours de travail par an requis pour continuer à bénéficier du régime de santé de la Sécurité sociale concerne toute la classe ouvrière.

Certes la victoire n'est pas totale: les immigrés vont bénéficier d'un statut (et d'une carte dite de «tolérance») plus ou moins

légal et pourront voyager vers leur pays d'origine, mais il leur sera toujours interdit de circuler dans les autres pays de l'espace Schengen.

Ensuite, pour être régularisés, ils doivent prouver leur résidence dans le pays depuis huit ans au lieu de douze ans. C'est le cas pour la plupart des grévistes de la faim, mais à voir les déclarations gouvernementales et de la réaction bourgeoise, les régularisations ne seront pas automatiques. En effet, il faudra un amendement de la loi et, devant les cris orchestrés par la droite et les médias contre un recul de l'État devant ce qu'ils appellent un «chantage», le gouvernement refuse d'officialiser publiquement ces accords – d'autant plus que tout ce beau monde crie au risque d'attirer une foule d'Arabes qui viendraient en Grèce après les révoltes des peuples du Maghreb!

Cela veut dire que la lutte n'est pas terminée. Ce que confirme également la campagne politique et médiatique qui continue et se renforce contre la solidarité et les réseaux solidaires (grecs et internationaux), accusés de «manipuler» de pauvres immigrés pour contester l'ordre européen des Merkel, Sarkozy, Papan-dréou et compagnie. Car l'enjeu dépasse largement un conflit social local: comme l'a déclaré le réseau de solidarité aux 300, la victoire «des 300 immigrés grévistes de la faim prouve que le seul combat perdu est celui qu'on ne mène pas. Elle montre aussi à tous les travailleurs et les travailleuses que le gouvernement du memorandum n'est pas invincible. L'esprit de lutte inflexible et une large solidarité sociale peuvent déboucher sur des résultats tout à fait concrets».

**Tassos Anastassiadis**



# CHINE UNE SUPER- PUISSANCE EN DEVENIR?

*Depuis la fin des années 1970 et en particulier après 1992, la Chine s'est engagée dans une série de réformes visant à restaurer le capitalisme et à ouvrir son économie au marché mondial. Grâce à trois décennies d'une formidable croissance économique, elle est aujourd'hui une puissance capitaliste de premier ordre. La Chine est officiellement devenue en 2010 la deuxième puissance économique mondiale en termes de PIB, devant le Japon. Cela s'est accompagné de transformations majeures au plan politique, diplomatique, militaire et technologique qui ne sont pas sans conséquences au niveau mondial.*

## **L'influence de la Chine en Asie**

**L'**émergence de la Chine s'est avant tout fait sentir en Asie, sphère traditionnelle de son influence, modifiant sensiblement les équilibres politiques, économiques et militaires de la région.

Cela s'est d'abord traduit par une plus grande intégration régionale, visant à établir un environnement favorable au développement économique dans une zone minée par les conflits territoriaux et les tensions politiques entre États.

L'ouverture au commerce international et aux investissements directs étrangers de la Chine ont favorisé une nouvelle division internationale du travail au sein de la région. Sa force de travail bon marché semble quasi inépuisable. Elle lui a permis de devenir un pays d'assemblage de composants et produits intermédiaires importés du reste de l'Asie, transformés en produits finis qui sont ensuite exportés sur les marchés mondiaux. Cette nouvelle division internationale du travail a été une source de croissance économique des pays développés d'Asie. La Corée du Sud, Taïwan, le Japon, Hong Kong et Singapour ont pu ainsi en profiter. La Chine est devenue la principale destination des investissements à l'étranger du Japon, de Taïwan et de la Corée du Sud. Ces pays y ont d'abord implanté des usines d'assemblage puis, dans un deuxième temps, des usines de fabrication de composants. De plus, la Chine est devenue dès

2002 la principale destination des exportations du Japon, de la Corée et de Taïwan devant les États-Unis. Tout en prônant la devise de Deng Xiaoping de «faire profil bas et rester en retrait», la Chine s'est transformée, en l'espace d'une décennie, en la principale puissance de la région.

Dans quelle mesure est-ce bénéfique aux autres pays d'Asie?

À y regarder de plus près, les relations commerciales ne sont pas mutuellement avantageuses. Le renforcement des liens économiques a accru la dépendance d'un grand nombre de pays asiatiques à l'égard de la Chine. En 2000, la «guerre de l'ail» entre la Chine et la Corée du Sud et, en 2001, la «guerre des tatamis» entre la Chine et le Japon ont parfaitement illustré la domination économique de la Chine sur ses «partenaires» commerciaux. Dans les deux cas, à la suite de la mise en place de barrières douanières provisoires contre certains produits chinois, Pékin a riposté par des sanctions bien plus importantes sur des produits exportés par ces deux pays vers la Chine, entraînant des pertes financières colossales pour les industries concernées. L'accord de libre-échange Cafta (China-Asean Free Trade Agreement), négocié avec six pays de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010, est un exemple plus récent illustrant la tendance à l'œuvre. Le Cafta établit la troisième plus grande

zone de libre-échange après l'Union européenne et la zone de libre-échange nord-américaine (Alena). Selon les termes de l'accord, la Chine donne aux pays signataires de l'Asean un accès préférentiel à son immense marché intérieur en particulier dans le secteur des services. Dans la réalité, l'accord va accroître l'importance de la Chine dans les exportations des pays de l'Asean, renforçant une dépendance croissante à l'œuvre depuis la fin des années 1990. D'autre part, la contrebande de marchandises chinoises a profondément perturbé les économies des pays de l'Asean depuis de nombreuses années. Par exemple, dans le secteur manufacturier, les industries locales de chaussures, de textiles, de plastiques, de produits en acier, sont en concurrence directe avec les marchandises de contrebande chinoises. On estime que 70 à 80% des chaussures vendues au Vietnam sont des chaussures de contrebande venant de Chine. Aux Philippines, les produits agricoles venant de Chine comme les pommes de terre, les oignons, l'ail, les carottes ont envahi le marché, déprimant fortement la demande pour les produits locaux. Le nouvel accord de libre-échange risque de formaliser cette situation, voire de l'aggraver en déversant sur les marchés, cette fois en toute légalité, des marchandises chinoises très compétitives par rapport aux produits locaux.



## L'émergence d'une nouvelle puissance militaire

**A**vec un budget militaire officiel, pour l'année 2011, s'élevant à 91,5 milliards de dollars, la Chine se place au deuxième rang mondial, très loin derrière les États-Unis. En hausse de 12,5% par rapport à 2010, le budget évolue en lien avec la croissance économique chinoise et son inflation. La Chine a en effet privilégié une modernisation de son armée qui ne mette pas en péril son développement économique.

Les changements n'en sont pas moins particulièrement édifiants. En 2011, l'Armée populaire de libération (APL) n'a plus grand-chose à voir avec l'APL des années 1960 que Mao accusait d'inertie et de laxisme et dont la force reposait essentiellement sur sa supériorité numérique. Avec 2 millions de soldats, elle reste la plus grande armée du monde. De plus, Pékin a su très rapidement accroître sa puissance technologique et son armement militaire.

En premier lieu la Chine a développé un

programme extrêmement important de missiles balistiques de croisière et terrestres. Cela lui a permis d'améliorer la portée, la précision et la charge explosive d'environ 1 100 missiles balistiques de courte portée visant Taïwan. La Chine s'est aussi dotée de missiles de moyenne portée à têtes conventionnelles ou nucléaires. Enfin, le pays est en passe de développer un missile balistique capable d'atteindre des navires en mer. Au plan naval, les progrès sont aussi très spectaculaires. En dix ans, la Chine s'est dotée d'une flotte de guerre, comprenant 66 sous-marins dont cinq nucléaires. Elle devrait lancer son premier porte-avion en 2012. Le niveau technologique des moyens d'information et de communication s'est également fortement renforcé. La Chine est aujourd'hui en mesure de surveiller ce qui se passe dans le Pacifique.

Ses capacités militaires vont bien au-delà de la seule possibilité de défendre ses eaux territoriales. Dans le cas où la Chine déciderait

d'attaquer Taïwan qu'elle revendique comme faisant partie de son territoire, elle serait en mesure d'affronter les États-Unis qu'un traité de défense unit à Taïwan.

La marine de l'APL cherche maintenant à assurer la sécurité de la marine marchande chinoise, du Moyen-Orient à la seconde chaîne d'îles dans le Pacifique. Cette seconde chaîne se déploie du Japon à la Papouasie occidentale en passant par l'île de Guam, au-delà des Philippines, dans une zone sous domination directe des États-Unis.

Cela n'est pas sans conséquences sur les rapports entre la Chine et les USA dans la région. Certains experts doutent de la puissance de la marine chinoise mais celle-ci a atteint un objectif important: les USA y regardent maintenant à deux fois avant de s'approcher des côtes chinoises. Leur hégémonie sur la région est remise en cause.

## Une révolution de «jasmin» est-elle envisageable en Chine ?

**D**e nombreuses comparaisons ont été faites entre la situation en Égypte et les événements qui ont eu lieu en 1989 sur la place Tian An Men où l'armée chinoise avait provoqué un bain de sang. Dans les deux cas, des jeunes se sont mobilisés en un lieu hautement symbolique du pays pour se révolter contre un régime autoritaire. L'issue de la révolte sur la place Tahrir a été fort heureusement différente de celle de la place Tian An Men. On se demande même si l'exemple de l'Égypte pourrait inspirer un nouveau soulèvement populaire en Chine d'une ampleur comparable à celui de 1989.

Les points communs entre les deux pays ne manquent pas: dans les deux cas, des régimes autocratiques, une corruption endémique et de grande ampleur, de fortes inégalités sociales, une forte hausse du prix des denrées alimentaires de base, des demandes sociales importantes en particulier parmi les jeunes éduqués des villes qui trouvent difficilement un emploi correspondant à leur qualification, des rémunérations qui ne répondent pas à leurs attentes.

Les différences entre les deux situations sont cependant très importantes.

Trente ans d'une forte croissance économique ont rendu les Chinois confiants en l'avenir du pays et en leur propre avenir, en particulier.

Les classes moyennes urbaines ont été les principales bénéficiaires de la restauration capitaliste sous Deng Xiaoping. Dans une moindre mesure, toutes les couches de la société ont tiré profit de la croissance y compris les plus pauvres. Des millions de travailleurs migrants ont profité du boom économique en obtenant du travail dans les grandes villes industrielles et ce phénomène se prolonge maintenant avec l'industrialisation du centre du pays.

Le maintien de la croissance économique a été l'une des bases de la légitimité politique du parti-État. Celui-ci a bien compris qu'à mesure que le pays s'enrichit et s'insère dans l'économie mondiale, sa survie ne peut reposer seulement sur la répression et la censure. Depuis 1989, le régime a su lâcher la



Zhongshan, juin 2010. Grévistes à l'usine Honda Motor. (REUTERS/SIU CHIU)

bride en développant une politique que l'on peut résumer à «enrichis-toi et tais-toi». Les classes moyennes ont la liberté de s'enrichir et de consommer et elles s'en sont satisfaites jusqu'à présent.

Parallèlement, le Parti communiste chinois (PCC) a utilisé le nationalisme pour justifier son monopole du pouvoir. Au cœur de ce discours, le parti apparaît comme le garant de la nation chinoise menacée et humiliée dans le passé par les puissances occidentales. Depuis l'ouverture économique, le nationalisme a trouvé une nouvelle force, le parti se présentant comme le garant du développement d'une Chine riche et puissante, développement «que l'Occident chercherait à contrecarrer».

Le régime est incontestablement autoritaire et le mécontentement populaire réel. En témoignent les dizaines de milliers d'incidents, de grèves et de manifestations chaque année. Cependant, du fait de la nature du système politique

dirigé par un parti-État et de la rotation de ses dirigeants, les Chinois n'ont pas une personnalité qui incarnerait la dictature contre qui se retourner. Le parti-État a été assez malin pour détourner la colère populaire contre les autorités locales quand il s'agit de corruption, d'inégalités, de non-respect des lois. Il sait aussi jouer du ressort nationaliste pour détourner l'attention de ses responsabilités comme cela a été le cas lors des luttes ouvrières dans des usines de multinationales étrangères au printemps dernier (Honda, Foxconn...).

Il est possible que les dirigeants actuels du PCC, qui n'ont pas connu la guerre avec les Japonais, soient moins enclins à organiser une répression brutale contre un mouvement populaire comme ce fut le cas à Tian An Men.

C'est sans doute pour cela qu'aucune liberté n'est laissée à une quelconque organisation d'opposition, encore une différence avec la société égyptienne.

Le mouvement Falun Gong (un mouvement spirituel qui compte 70 millions de membres) en est un exemple parmi d'autres. C'est aussi pour cela que le PCC est particulièrement nerveux et empêche tous les rassemblements. Les autorités chinoises ont ainsi réagi de manière très répressive aux «promenades» organisées le dimanche dans les parcs d'une dizaine de grandes villes chinoises. Cela montre une certaine crainte de la contagion de la part du parti.

La vitesse et la soudaineté avec lesquelles les gouvernements tunisien et égyptien sont tombés sont les éléments les plus inquiétants pour Pékin. Le gouvernement est particulièrement vigilant à tout incident qui pourrait se transformer en une escalade incontrôlable: l'étincelle qui met le feu à la plaine.





[www.taxerobindesbois.org](http://www.taxerobindesbois.org)

Robin des bois, cela vous dit quelque chose? Sûrement... mais la taxe Robin des bois vous est peut-être encore inconnue! Pourtant cette dernière pourrait permettre de financer les urgences sociales et environnementales mondiales comme par exemple les luttes contre le sida ou contre le changement climatique. Un monde plus juste, vous y croyez? Cette taxe pourra en tout cas y contribuer pour financer ce monde sur le long terme, en réduisant la spéculation financière et les instabilités qui en résultent ainsi qu'en favorisant un début de redistribution équitable. Plus d'infos sur le site.

## L'essai

### L'ANTISÉMITISME PARTOUT

ALAIN BADIOU,  
ÉRIC HAZAN

La Fabrique éditions  
61 pages  
10 euros

Alain Badiou  
Eric Hazan

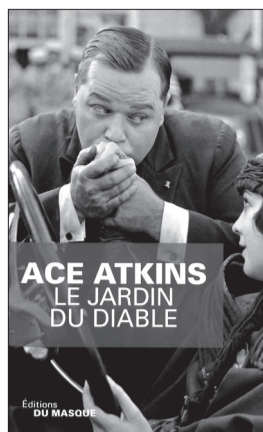
L'antisémitisme  
partout  
Aujourd'hui en France

La fabrique  
éditions

Les auteurs datent de 2002 l'orchestration d'une campagne ayant pour thème l'antisémitisme. La France serait le théâtre d'une recrudescence d'attaques antisémites. L'agression fictive de Marie L. dans le RER D étant son point d'orgue. L'intérêt de cette propagande? Combattre toutes les velléités antisionistes qui soutiennent l'Intifada en lançant un contre-feu car chacun doit savoir que juif égale Israël et que Palestinien équivaut à Arabe et donc à islamiste. Leurs adversaires: quelques intellectuels starisés et Avocats sans frontières, une officine chargée de débusquer l'antisémite et de faire procès, en les perdant, à une grande frange de la gauche qui n'a pas abdicé dans sa critique de la politique coloniale d'Israël. Un rappel amusera le lecteur. Michèle Alliot-Marie, grande amie de la Tunisie d'antan, lançant: «Je n'accepte pas que des personnes appellent au boycott des produits au motif qu'ils soient kasher ou qu'ils proviennent d'Israël» comment là encore une bêtise dont on sait qu'elle est coutumière depuis qu'elle a lancé un raid hygiénique contre les «terroristes» de Tarnac. Comme son président, elle a érigé le mensonge en méthode de gouvernement, rejoignant les inquisiteurs qui oublient que c'est l'État français, celui d'en haut, qui a condamné des milliers de juifs en agissant avec sa police, comme l'État actuel raffe des milliers d'étrangers. Ce sont des hommes souvent étrangers, parfois juifs, qui ont combattu la barbarie nazie et son vassal l'État français. C'est heureux, les révoltes arabes font aujourd'hui fi des constructions antimaghrebines.

Christophe Goby

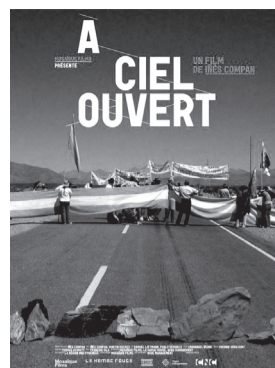
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



### LIVRE LE JARDIN DU DIABLE

Ace Atkins  
Le Masque / 21,50 euros  
À l'époque du cinéma burlesque muet à Hollywood, une grande star (avec Chaplin, Keaton, Lloyd, etc.) fut Fatty (Roscoe Arbuckle) dont la carrière fut brisée par une sombre histoire de fille morte au cours d'une partie assez chaude. C'est le point de départ du roman d'Atkins, qui imagine que l'enquêteur de Pinkerton, Sam (Dashiell) Hammet fut mêlé à l'enquête. D'où une description pittoresque des milieux et des distractions du Hollywood d'alors (dans ses mémoires, Louise Brooks avait pas mal balancé), avec comme personnages Hearst (le modèle de Welles pour Citizen Kane), sa maîtresse Marion Davis et quelques autres. C'est un roman, mais en même temps une description documentaire très convaincante.

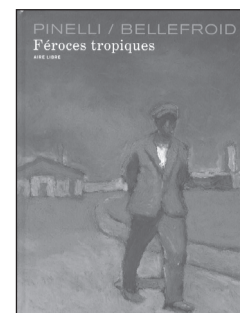
Paul Louis Thirard



### DOCUMENTAIRE À CIEL OUVERT

Ines Compans  
Ines Compans nous livre un magnifique documentaire sur la lutte des indiens Kollas de la région de Jujuy en Argentine pour préserver leur territoire d'élevage de la pollution créée par l'exploitation de mines d'argent à ciel ouvert par une société canadienne. Le titre fait référence aux pollueurs mais aussi aux écoles de la région qui n'ont pas même de toit. Les Kollas représentent 15% de la population de l'État de Jujuy mais les néocoloniaux du palais du gouverneur de la province les appellent toujours «los negros». Le documentaire ne cache rien du conflit entre éleveurs et prolétaires indiens alléchés par les salaires pourtant misérables offerts par le trust. Dans les années 1960, le Che, qui était argentin, avait installé son camp de guérilla dans le sud de la Bolivie avec le vain espoir de pouvoir égrener vers le nord de l'Argentine frontalière. Hélas, il a échoué et les Indiens sont toujours méprisés.

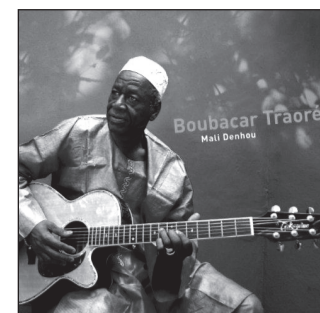
S. Chardon



### BD FÉROCES TROPIQUES PINELLI, BELLEFROID

Dupuis / 15,50 euros  
Ce sont d'abord les couleurs et la peinture, puisqu'il s'agit de peinture plus que de dessin, qu'on remarque dans cet ouvrage: des couleurs âpres, un trait brutal. Le narrateur est peintre et il livre un récit, parfois dur à suivre, en parallèle sur deux époques. Il participe, en 1913, à une expédition maritime en Papouasie sur un navire de guerre allemand. Abandonné par des militaires qui le méprisent, il est recueilli par les membres d'une tribu et vit quelques mois avec eux. L'autre partie de son récit prend place pendant la guerre: comme les peintres Otto Dix ou Egon Schiele, il participe au conflit. Il se fait ainsi le témoin critique d'une époque d'impérialisme, de guerres et de conquêtes industrielles qui fait relativiser la notion même de civilisation.

Sylvain Pattieu



### CD MALI DENHOU BOUBACAR TRAORÉ

Lusafrica  
Dernier héros vivant de la musique malienne, aux côtés de Toumani Diabaté et depuis la disparition du grand Ali Farka Touré, Boubacar Traoré sort donc un nouveau disque, égrenant ses ballades entre désert et pirogues. Depuis que le Mali est apparu sur la carte de la «world music», poussé sur le devant de la scène par des figures reconnues de la pop comme Damon Albarn, le blues du sahel s'est installé parmi les valeurs sûres africaines. Loin de ses débuts tumultueux dans le twist et la fête de la toute jeune Bamako indépendante, le guitariste qui affiche avec bonhomie ses 65 ans, est donc passé dorénavant au statut d'Elvis Presley local à celui d'un Skip James qui aurait troqué le Mississippi contre le fleuve Niger. Et il faudrait être particulièrement bégueule et faussement snob (en s'interdisant d'aimer ce dont toute la presse parle) pour ne pas céder aux charmes apaisants de ses chansons et surtout à la luminosité cristalline de sa guitare.

King Martov

## FILM Made in Dagenham!

Sorti en France le lendemain de la journée internationale des droits des femmes, le film de Nigel Cole, *We Want Sex Equality*, met en scène un combat toujours d'actualité: l'égalité salariale entre hommes et femmes.

Tout commence à l'usine Ford de Dagenham, en juin 1968: 55 000 ouvriers, 187 ouvrières, qui travaillent à l'assemblage des housses de sièges automobiles. À la suite de la révision des grilles salariales de l'usine, qui leur attribuent le statut de travailleur non qualifié, ces femmes décident de se mettre grève pour faire reconnaître leur qualification et exiger le salaire qui va avec.

### La vie en rose?

Dès la première scène, le spectateur est plongé dans l'ambiance de cette banlieue ouvrière anglaise de la fin des années 1960. Par un matin ensoleillé, les vélos et les chignons crépés arrivent à l'usine, parmi maris et collègues. L'ambiance est bonne et paraît même légère jusqu'à l'arrivée dans l'atelier des femmes. Peu de lumière, très grosse chaleur et le bruit assourdissant des machines à coudre industrielles. Ce début de journée est rapidement interrompu par l'arrivée cocasse d'un représentant syndical masculin. Le bilan est rapide, la direction ne veut rien entendre. Après une courte AG, la grève est votée à l'unanimité! À la grande surprise des ouvrières elles-mêmes, car personne ne pense qu'elles peuvent cesser le travail. Le cœur du film est là. Désormais, les femmes sont les actrices principales d'une grève de longue haleine, où la lutte syndicale devient aussi une lutte politique pour l'égalité entre les sexes, car, pour reprendre cette citation de Marx utilisée par un délégué syndical, «le progrès social se mesure exactement à la position des femmes dans la société».

### L'art de la grève

Loin de la caricature, le film expose les problématiques auxquelles étaient et sont encore confrontées les femmes de la classe ouvrière. Leurs adversaires sont partout: patronat, cadres syndicaux, ouvriers et maris! Tout est bon pour tenter de les faire céder: depuis les pressions sur le syndicat jusqu'au chantage à la délocalisation (déjà en 1968!). Face à la «politique des petits pas» défendue par les syndicalistes masculins, et aux différentes tentatives de briser le mouvement, les ouvrières de Dagenham ont affiché une détermination à toute épreuve qui a conduit à l'adoption de la première loi sur l'égalité salariale en Grande-Bretagne, en 1970. L'insertion d'images d'archives, en donnant de

la profondeur historique au film, permet de mesurer l'ampleur des obstacles qu'il leur a fallu surmonter. Aussi, bien plus que la simple adaptation d'une expérience ouvrière particulière, ce film, riche par les problématiques qu'il présente, met en scène la construction d'un mouvement de grève, étape par étape, avec ses pièges, ses résignations et ses victoires.

*We Want Sex Equality* est donc bien plus qu'un bon film sur une belle page de l'histoire ouvrière: il nous rappelle que la classe laborieuse est composée d'hommes et de femmes, et qu'il ne saurait y avoir d'émancipation sociale réelle sans libération des femmes!

Martha Jane et Henri Clément

1. Lettre de Marx à Kugelmann, 12 décembre 1868





# 18 mars 1871 Place à la Commune!

C'est la résistance du peuple parisien qui s'est révolté contre la volonté de Thiers de reprendre les canons à la Garde nationale, qui a donné le coup d'envoi à la Commune de Paris.

Après la capitulation de Sedan et la capture par les troupes prussiennes de Napoléon III, la proclamation de la République, le 4 septembre 1870, a donné lieu à une véritable course de vitesse entre un mouvement populaire parisien aux aspirations révolutionnaires et la gauche républicaine modérée. Celle-ci a constitué un «gouvernement républicain de défense» supposé organiser la résistance militaire aux occupants. Mais plus encore que les armées étrangères ou le retour de l'Empire, ses partisans bien que républicains craignent surtout la dynamique des mobilisations populaires. À l'inverse, la République que revendique le mouvement populaire est vraiment démocratique – avec des élus contrôlés par la base – vraiment sociale... et menant jusqu'au bout la lutte contre l'occupant. Fin janvier, le gouvernement conclut un armistice avec les Prussiens, organise des élections qui donnent une large majorité aux monarchistes et aux bonapartistes. Reste à désarmer le peuple parisien...

## CROSSE EN L'AIR

Le 18 mars, vers 3 heures du matin, l'armée régulière tente de s'emparer des canons conservés là où la Garde nationale les avait rassemblés : les Buttes-Chaumont, Belleville, le faubourg du Temple, la Bastille, l'hôtel de ville. Encore faut-il les mettre en lieu sûr. Ce qui va prendre du temps... Le temps, justement, que se manifeste la riposte populaire. Alors que le jour se lève, aux Buttes-Chaumont, l'armée est entourée par une foule, essentiellement composée de femmes, qui empêche l'évacuation des canons. Malgré les ordres, les soldats refusent de tirer. Ils mettent crosse en l'air et fraternisent avec la population. Dans le Marais, par trois fois, le général Leconte donne l'ordre de tirer. Par trois fois, les soldats refusent. La foule le fait prisonnier ainsi que ses officiers. Ses soldats veulent le fusiller. Les gardes nationaux qui ont fini par accourir le conduisent au quartier général des bataillons de Montmartre. Finalement, il est exécuté dans l'après-midi, de même qu'un autre général. Dans différents quartiers de Paris se déroulent des échanges de coups de feu et des affrontements ainsi que de nombreuses scènes de fraternisation entre les soldats de l'armée régulière envoyés par le gouvernement pour mater le peuple parisien et la Garde nationale, qui se vit comme une sorte d'armée populaire, de

## L'HÉRITAGE DE LA COMMUNE



«peuple en armes». L'est de Paris se couvre de barricades. Thiers, le chef du gouvernement, ordonne le repli des troupes qui lui sont restées fidèles sur la rive gauche, autour du Quai d'Orsay. Puis il s'enfuit à Versailles, avec son gouvernement.

Dans un premier temps, la foule mobilisée et les gardes nationaux décident de rester dans les différents quartiers pour les défendre : on craint un retour de l'armée. Puis, Émile Eudes, révolutionnaire blanquiste<sup>1</sup>, parvient à entraîner les manifestants et les bataillons de gardes nationaux qui sont à Belleville. Sur la rive gauche, Émile Duval, un autre blanquiste, également membre du comité central des Vingt arrondissements<sup>2</sup>, entraîne ceux des 5<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements. Aux Batignolles, Eugène Varlin, membre de l'Association internationale des travailleurs<sup>3</sup>, fait de même. Tous les cortèges convergent vers l'hôtel de ville qui est occupé en début de soirée, comme les ministères, la préfecture de police et l'ensemble des lieux institutionnels du pouvoir. Le comité central de la Garde nationale<sup>4</sup> s'installe à l'hôtel de ville.

## INSURRECTION POPULAIRE

Ce qui vient de se passer ce 18 mars 1871 n'est donc absolument pas une insurrection anticipée, voulue et organisée par un état-major révolutionnaire. Le moment décisif, celui où tout a basculé, c'est quand la foule entoure les soldats venus enlever les canons. Au début de la journée, ni les révolutionnaires du parti de Blanqui, ni ceux de l'Association internationale des travailleurs, ni les membres du comité central des Vingt arrondissements, ni ceux

nouvellement élus du comité central de la Garde nationale ne sont présents. C'est donc une foule sans organisation, sans consigne, sans dirigeant qui prend spontanément l'initiative du soulèvement. Ce n'est qu'ensuite, dans la journée, que les différents militants ou les gardes nationaux organisés font converger l'énergie populaire vers l'hôtel de ville. Ceux qui y siègent maintenant sont donc – consciemment... ou à leur corps défendant – «le pouvoir». Ce pouvoir nouveau est né d'une insurrection. Le 26 mars, un scrutin municipal confirme sa légitimité. Le 28 mars, il prend le nom de «Conseil de la Commune de Paris».

## François Coustal

1. Auguste Blanqui, révolutionnaire républicain et communiste, incarne l'opposition irréductible aux pouvoirs établis, ce qui lui valut 37 années d'emprisonnement.
2. Créé en septembre 1870 pour «contrôler» les maires d'arrondissements – non élus mais nommés par le gouvernement – le comité central des Vingt arrondissements comprend quatre délégués par arrondissement.
3. Fondée en 1864, l'Association internationale des travailleurs – ou Première Internationale – regroupe alors des militants, des courants politiques, des associations, des syndicats et des sociétés de pensée qui se réclament explicitement du combat pour le renversement du capitalisme et l'émancipation de la classe ouvrière. Ses figures les plus connues sont Karl Marx et Michel Bakounine.
4. Début mars, la Garde nationale s'est dotée d'une représentation démocratique, sous forme de trois représentants par compagnie, sans distinction de grade. L'ensemble de ces représentants constitue le comité central de la Garde nationale. Tout est à nous ! la Revue y consacre son numéro d'avril (voir p. 11).

## hommage

### Alberto Granado



Alberto Granado, proche ami d'Ernesto «Che» Guevara, est mort samedi 5 mars à La Havane, à l'âge de 88 ans. Alberto rencontre Ernesto Guevara lorsque celui-ci, adolescent asthmatique, passe les tests pour intégrer une équipe de rugby locale, dont Alberto est le capitaine. Alberto est impressionné par la volonté et l'obstination de celui qu'on ne surnomme pas encore le Che, mais qu'Alberto affuble du surnom de «Fuser», contraction de «Furibundo» et «Serna», du nom de la mère du Che. Une amitié solide naît alors, qui ne faiblira jamais.

En 1952, Alberto Granado, jeune médecin, part à moto pendant sept mois avec le Che, étudiant en médecine, à travers ce continent proche et à la fois mystérieux qu'est l'Amérique latine. C'est ce périple initiatique, porté à l'écran par Walter Salles, *Carnets de voyage* qui a fait connaître Alberto Granado au grand public français. Granado ne rentre pas avec le Che en Argentine mais reste au Venezuela. Spécialiste de la lèpre, il s'établit à Cuba en 1961, où il retrouve son ami, le commandant Che Guevara. Il y forme des générations de professionnels de santé, qui parcourront ensuite le monde, et notamment l'Afrique et l'Amérique latine, comme la propre fille du Che, Célia, au Nicaragua, afin d'apporter leur savoir-faire aux plus démunis et aux plus opprimés.

Alberto Granado était entré en politique à l'occasion de grèves étudiantes dans les années 1950, au cours desquelles Ernesto lui apportait à manger en prison avec Tomas, le jeune frère d'Alberto. Granado, surnommé par le Che «Mial» (mi Alberto) ou «El Petiso» (du fait de sa petite taille), est toujours resté fidèle à ses engagements communistes et internationalistes. Avec lui c'est un révolutionnaire latino-américain qui s'éteint, mais comme aurait dit le Che, paraphrasant José Martí, «c'est l'heure des brasiers, et il ne faut voir que la lumière». Les révolutions en cours dans d'autres parties du monde en sont la preuve, et le combat d'Alberto Granado continue.

Hasta la victoria siempre!

Hélène Filipovic

## courrier

### De la liberté d'expression, de Faujour et des courriers de lecteurs.

Faujour est un dessinateur de presse qui collabore à Tout est à nous ! depuis sa création dans la lignée de sa participation à Rouge avant la fondation du NPA. La plupart du temps ses dessins sont très appréciés. Lors de notre enquête sur le journal, il recueillait un taux de popularité qui ferait pâlir bien des rédacteurs. Néanmoins, il arrive que ses dessins ne fassent pas rire, ce qui n'est pas grave en soi, ou plus rarement, qu'ils soient considérés comme choquants. C'est arrivé dans Tout est à nous ! n° 92. Le comité de rédaction a passé le dessin et cela a provoqué plusieurs réactions que le comité de rédaction a choisi de publier. Il est probable que cela ait constitué une double

erreur. Mais il est difficile de décider qu'un dessin risque de heurter car nous n'avons pas tous la même sensibilité en fonction des sujets et ce qui choque certains fait sourire d'autres. C'est pour cela que nous avons décidé de publier les courriers. Mais ceux-ci sont problématiques : du fait de leur titre, mais aussi du caractère injurieux de leur contenu. Résultat, nous avons depuis reçus de nombreux courriers qui s'insurgent devant le ton des précédents et qui de plus suggèrent que la rédaction s'exonère ainsi de ses responsabilités. Ce n'était certes pas notre but mais nous comprenons que la question puisse se poser. Cela dit, les dessins de presse étant un genre particulier souvent à la limite du rire et du grincement de dents, il est certain qu'il arrivera encore que des dessins ne

soient pas appréciés. Et dans ce cas, nous publierons les réactions. En revanche, nous ne publierons plus de courriers insultants.

### La rédaction

**Guérini. V. L. (13):** Très intéressant rappel dans l'hebd 93 mais il ne nous est pas révélé pourquoi Montebourg (Saint-Just ou Tartuffe?) a, par le Point interposé, choisi de lancer sa dénonciation quinze jours avant un scrutin fondamental pour le Sud-Est. J'ai vraiment apprécié qu'on nous ait rappelé dans votre article que «la droite est dans le même sac»... Aussi, quoique simple abonné, il m'a toujours semblé très évident que «le NPA n'a jamais mangé de ce pain» et j'apprécie que les auteurs de l'article aient pensé à le souligner. Quant à la charge contre FO,

sans jeter le moindre discrédit sur les autres syndicats des communaux, s'il est probable au niveau de certains pontes marseillais que les casseroles soient lourdes, pourquoi ne pas reconnaître aussi que FO [...] peut être une organisation respectable, dirigée souvent par des militants formés par le trotskysme, regroupant aussi pas mal de salariés socialistes d'obédience libertaire (beaucoup d'Espagnols réfugiés à Marseille issus de la FAI s'y trouvaient sous Franco) ou de la gauche radicale (LO par exemple) qui s'y sentaient bien représentés, protégés tout comme, aujourd'hui, des centaines de modestes employés communaux vivant à des années-lumière de l'affairisme[...]. [...] le vieux retraité auteur de ces lignes a parfois assisté à d'intéressantes réunions,

sous Defferre, de l'une ou l'autre organisation révolutionnaire à Marseille. [...] un talentueux dirigeant arrivé de Paris venait apporter son soutien à des travailleurs toulonnais victimes d'un patron voyou. [...] à la fin de la réunion, [...] je me trouvais [...] parmi quelques jeunes [...] quand arriva, [...], l'instruction «d'aller à la Fédé du PS chercher le chèque pour payer la salle Saint-Georges, et vite, camarade!» C'est ainsi que j'appris comment la Fédé sous Defferre, appréciant la présence de ces révolutionnaires dans le front contre le PC, leur lâchait parfois une subvention. Évidemment, nous sommes très loin des gigantesques casseroles de 2011 mais, Trotsky déjà le disait : «c'est la vérité et non le mensonge qui est le facteur du progrès».

redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex



**Une candidature révolutionnaire, jeune et rurale!**

Depuis près de quatre mois, le comité NPA jeunes Charente avait l'idée de se présenter aux élections cantonales sur un canton rural au nord d'Angoulême (Saint-Amant-de-Boixe) pour traduire notre radicalité dans les urnes. Le conseiller général sortant, membre du PCF et de la majorité départementale de gauche se représentant avec les majorités départementale et non comme Front de gauche, nous ne pouvions être représentés. C'est pourquoi une candidature NPA s'imposait pour défendre un programme anticapitaliste et indépendant du PS. Cette campagne que nous vivons en ce moment même est très bien perçue par la population. Notre programme où nous sommes les seuls à parler de féminisme ou tout simplement de politique, et aussi notre jeunesse, donnent au NPA un caractère positif et nouveau, une bouffée d'air frais. Notre candidature est comprise comme indispensable pour apporter certains sujets dans la presse ou dans les réunions publiques. Nous parlons d'antiracisme, des salaires, de la précarité, et surtout du mouvement social. Une dynamique issue des luttes sociales s'est formée autour de notre candidature englobant militants du NPA et acteurs du mouvement social. Nous avançons ensemble. Dimanche soir, nous verrons si le résultat est à la hauteur de notre projet et de notre dynamique, mais ce qui est sûr c'est qu'après on continue tous ensemble jusqu'à la victoire.

Alex et Gaël

**Rencontre des organisations anticapitalistes de la Méditerranée**

C'est au mois de juillet 2008 que les militants des premiers comités d'initiative pour un Nouveau Parti anticapitaliste de Marseille ont eu l'idée d'une rencontre des organisations anticapitalistes de la Méditerranée. C'était à l'occasion du lancement par Sarkozy du projet néocolonialiste de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Notre projet était ambitieux et difficile, s'adressant à des organisations anticapitalistes qui, pour la plupart, ne s'étaient jamais rencontrées, qui appartiennent à des histoires différentes, à des courants souvent opposés dans le passé, soumises parfois à de terribles répressions. Il a fallu plus de deux ans pour y parvenir, pour établir tous les contacts et surmonter les réticences. C'est donc les 7 et 8 mai qu'aura lieu à Marseille cette première rencontre. La nouvelle situation née des processus révolutionnaires en cours en Tunisie et en Égypte, leurs répercussions comme l'approfondissement de la crise l'ont rendue d'autant plus nécessaire et urgente. Près de 30 organisations anticapitalistes du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, d'Égypte, de Palestine, du Liban, de Turquie, de Chypre, de Grèce, des Balkans, d'Italie, d'Espagne et du Portugal, ont été invitées. Cette première réunion de travail aura pour objectif de renforcer la connaissance mutuelle entre les organisations, de confronter et partager les analyses et d'envisager des actions communes, de renforcer la solidarité entre les peuples, de prévoir très rapidement une 2<sup>e</sup> rencontre qui pourrait avoir lieu dans un pays du sud de la Méditerranée.

**Répression contre les anti-Otan**

Lors des manifestations contre le sommet de l'Otan à Strasbourg en avril 2010, Jan, un militant allemand, avait été arrêté puis condamné en comparution immédiate à six mois de prison fermes pour port d'arme (un tube de 41 cm de long) et participation à un attroupement. Après trois mois passés en prison, il avait été acquitté en appel. L'État a obtenu la cassation de cet appel, et donc un nouveau procès s'est tenu devant la cour d'appel de Nancy ce 9 mars 2011. L'avocat général a repris les accusations ridicules de port d'arme et d'appartenance à la « mouvance black block », et a réclaté à nouveau de la prison ferme et trois ans d'interdiction du territoire français. L'avocate du militant allemand a réfuté ces accusations, en montrant d'une part que « l'arme » en question n'avait été produite au cours d'aucun des trois procès, et d'autre part en rejetant l'amalgame fait trop systématiquement entre les milliers de manifestants anti-Otan et quelques « casseurs » que la justice est bien en peine d'identifier. Elle a réclaté la relaxe de son client, en dénonçant par ailleurs la sanction requise comme totalement disproportionnée par rapport aux faits. Décision du tribunal le 13 avril prochain. Ce jeune n'a blessé personne, n'a rien dégradé et il se voit infliger une lourde peine, alors que notre camarade Catherine S. du NPA de Metz a été blessée à la suite d'une charge des forces de l'ordre, ce qui lui a occasionné une ITT de quinze jours et cinq semaines d'arrêt sans compter les douleurs qui n'ont pas cessé à ce jour. Sa plainte n'a pas été instruite, le procureur de Strasbourg l'a rejetée. L'État français souhaite par ces inculpations et ces condamnations (il y en a eu d'autres) sanctionner et criminaliser les mouvements pacifistes et antimilitaristes. La présence au procès de Jan de nombreuses et nombreux militantEs d'Allemagne et de France démontre que la solidarité transfrontalière est plus que jamais présente et le sera à l'avenir.

CorrespondantEs Nancy

**Cantonales en Haute-Loire**

En Haute-Loire, la droite est majoritaire, mais elle fait profil bas, ne faisant pas apparaître le sigle UMP sur ses tracts et affiches. Il faut dire que la population du département s'est fortement mobilisée contre Sarko et sa loi sur les retraites. Les conseillers généraux PS n'ont pas brillé par leur opposition à la politique de la majorité départementale : ils ont voté à plusieurs reprises avec elle. Le conseiller régional d'Europe Écologie se déclare favorable à l'ouverture à la concurrence dans les transports. Dans ces conditions, il était impensable pour de nombreuses militantes et militants du mouvement social que le seul choix pour les cantonales soit de voter pour les roses pâles ou les verts clairs. Des discussions se sont engagées entre le NPA et les autres forces se situant à gauche du PS. Elles se sont conclues par un accord unitaire réunissant la Fédération, le Front de gauche, le NPA et le PCOF. Les listes « Une gauche de luttes et

d'espoirs » sont présentes dans neuf cantons (sur dix-sept), avec une majorité de femmes comme titulaires. Elles se situent dans le prolongement du mouvement sur les retraites. Les 25000 4 pages diffusés saluent l'aspect « exemplaire » de la grève en Haute-Loire : « la proposition de l'intersyndicale de la reconduire a été suivie d'effets dans de nombreux secteurs ». Il indique que pour faire céder Sarkozy, il aurait fallu « que la grève s'étende et se généralise partout en France ». La liste unitaire appelle à sanctionner massivement la droite mais elle s'affiche aussi clairement indépendante du PS et d'ÉÉ-LV car « ils s'adaptent aux contraintes de la crise capitaliste » et « n'ont pas la volonté de changer ce système ». Les composantes d'« Une gauche de luttes et d'espoirs » se sont engagées, si le PS obtenait la majorité, à conserver leur indépendance et à ne pas appliquer la solidarité de gestion avec lui. Elles défendent un programme social et

écologique : gratuité des transports scolaires, plan d'isolation des logements, opposition à la gestion privée de l'eau et des déchets. Elles revendiquent que les fonds publics servent pour les collèges publics uniquement. Elles veulent aider les entreprises de l'économie sociale et solidaire et refusent de verser des subventions aux entreprises qui redistribuent leurs bénéfices aux actionnaires et génèrent la précarité. La liste unitaire met également en avant des revendications nationales : « pas question de faire payer la crise à la population, annulation de la loi sur les retraites, interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits, poursuite de la diminution du temps de travail, création massive d'emplois et augmentation des salaires... ». Elle affirme sa solidarité avec les révolutions démocratiques et sociales dans les pays arabes. Bref, voilà une campagne unitaire axée sur les luttes et l'anticapitalisme dans laquelle les militantEs du NPA prennent toute leur part.

François Boudet

**93 : pas question de payer leur crise !**

Un taux de chômage à 10,5%, 60 000 demandeurs de logements sociaux en attente, 369 postes de moins dans l'Éducation nationale l'an prochain, des sans-papiers reçus par les flics quand ils vont à la préfecture entamer des démarches de régularisation, un air pollué lié au trafic et donc au manque de transports en commun... Heureusement, en Seine-Saint-Denis, on se mobilise ! Contre la fermeture du centre IVG de Bobigny et des centres de santé, contre le racisme et la chasse aux Roms, pour la réquisition des logements vides ou pour nos retraites... Mais qui se mobilise au conseil général ? Certainement pas la droite qui applaudit quand Sarkozy nomme le préfet Lambert, ancien dirigeant des CRS au moment de la révolte des banlieues en 2005. Le PS et le PCF, constituant la majorité au conseil général, semblent bien occupés à gérer la crise. En 2010, la dette du conseil

général s'élevait à 886 millions d'euros, soit plus de la moitié de son budget annuel. 97% de cette dette proviennent d'emprunts « toxiques » à taux variables contractés par la majorité menée par le PCF lors de la mandature précédente... Il est vrai que la politique du gouvernement conduit à l'asphyxie des collectivités locales : le transfert des compétences sans les financements et la suppression de la taxe professionnelle ont plombé le budget à hauteur de 640 millions d'euros. Si l'an passé, ce dernier a voté un budget déséquilibré, il accepte la logique de restriction budgétaire qui s'ensuit. Cette majorité a ainsi décidé d'abandonner au privé la propriété de nouveaux collèges à construire, avec la mise en place du partenariat public-privé. Le conseil général paierait un loyer pendant 20 ou 25 ans à l'entreprise propriétaire, ce qui coûterait plus cher qu'un crédit normal. En 2010, cette gauche a supprimé 400 emplois au

conseil général dont 150 emplois précaires. Elle a supprimé des subventions pour la jeunesse scolarisée (carte Imagine R, ordinateurs) et les personnes âgées (carte Améthyste). Elle a dépensé beaucoup d'argent pour que des entreprises viennent s'installer, le poste « Développement et attractivité du territoire » représentant 20% du budget. Quel est l'intérêt de ces cadeaux réalisés avec nos impôts puisque, en matière de lutte contre le chômage, cela s'avère inefficace ? Il faut rompre avec ces logiques d'attaques contre la population ou d'acceptation des mesures de régression. Nous voulons des candidatEs qui disent ce qu'ils font et qui font ce qu'ils disent une fois élus ! Annuler la dette, taxer les riches, satisfaire les besoins de la population, amplifier les mobilisations... C'est pourquoi le NPA a décidé de présenter des listes anticapitalistes « Pas question de payer leur crise ! » dans sept cantons de Seine-Saint-Denis.

Vanina Giudicelli

**Succès pour l'acte II du mouvement de la petite enfance**



Paris le 11 mars 2011. Manifestation des professionnelles de la petite enfance contre le décret Morano. (PHOTO THÈQUE ROUGE/DA)

Le collectif « Pas de bébés à la consigne » avait appelé à une nouvelle mobilisation du monde de la petite enfance contre les mesures gouvernementales qui sacrifient la qualité de l'accueil collectif des jeunes enfants. À cette occasion le collectif a présenté un Plan d'urgence en faveur de l'accueil de la petite enfance dans le but de créer les centaines de milliers de places d'accueil manquantes avec notamment la formation de 10 000 professionnels qualifiés par an durant les trois prochaines années. La mobilisation a été au rendez-vous, en particulier en région parisienne où un appel à la grève avait été lancé : 90% des établissements étaient partiellement ou

totallement fermés dans le Val-de-Marne, la Seine-Saint-Denis et plus de 50% à Paris. La manifestation parisienne a rassemblé 2000 personnes dans une ambiance toujours aussi joyeuse et combative, et plusieurs centaines d'autres à l'occasion d'initiatives dans une vingtaine de villes. Le collectif a été reçu par un représentant du ministère de Roseline Bachelot en charge de la famille. En rencontrant le collectif et en reconnaissant l'importance de la qualité de la formation des professionnelles et de leur nombre, la stratégie de communication a un peu changé par rapport à l'an dernier. Mais au-delà de cet affichage, le ministère n'a apporté aucune

réponse concrète, en particulier sur ces deux points. Avant une nouvelle rencontre en avril, le collectif « Pas de bébés à la consigne » entend continuer à mobiliser professionnelles et parents. Il souhaite aussi interpeller parlementaires, responsables de la Cnaf et élus régionaux pour qu'ils apportent les réponses qu'attendent les salariéEs et les parents en termes de qualité des modes d'accueil (contre les pratiques de « surbooking » dans les établissements, pour des financements régionaux massifs dans la formation de professionnels qualifiés...).

Correspondant



## Mouvement sans précédent à Thales<sup>1</sup> : les salaires reviennent sur le devant de la scène !

« **D**epuis 38 ans que je suis dans le groupe, je n'ai jamais vu ça ! » s'exclame une salariée de Thales Communications France (TCF), après l'assemblée générale du 11 mars qui a réuni près de 1 300 travailleurs à Colombes, dans les Hauts-de-Seine.

### Les profits ça va. Et vous ?

Ambiance festive et déterminée, invasion des bureaux de la direction aux cris de « Vignerons du pognon ! »... le mouvement sur les salaires était parti d'une simple pétition de 15 000 signatures (50% des salariés de Thales France). Depuis, loin de s'essouffler, le mouvement grandit de jour en jour : débrayages, blocages des sites, manifs et assemblées générales ont rythmé le mois de mars dans les cinq sites de TCF. Les AG et manifs monstres sont quasi journalières et réunissent plus de 1 000 personnes à Colombes. D'autres divisions de Thales ont aussi connu de nombreuses actions : à Thales Alenia Space (TAS), 600 travailleurs se sont mobilisés à Toulouse et 700 à Cannes où ils ont bloqué le site pendant plusieurs jours. Une manifestation au siège de Neuilly a réuni 1 000 personnes, dont des salariés de Thales Services, société prestataire du groupe qui emploie des « sous-salariés », car plus précaires. Dix-huit cars de CRS ont été affrétés pour l'occasion. Il y avait de quoi être effrayé de voir débouler une horde d'ingénieurs surexcités ! Les salariés de TCF, appuyés par l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-Solidaires-CGC-CFTC, réclament 4% d'augmentation, mais la direction reste sur ses positions. Pour les ingénieurs et cadres (80% du personnel) : une augmentation individuelle de 2,2%. Pour les ouvriers, techniciens et administratifs : 1,2% d'augmentation générale et 1% d'augmentation individuelle. On est donc loin du compte, surtout que TCF n'a pas à rougir de ses bénéfices en 2010. Et cette aumône est en dessous de l'inflation. Conclusion : les



Neuilly, le 3 mars 2011. Rassemblement devant le siège de Thales. (DR)

patrons s'enrichissent et les salariés voient leurs conditions de vie se dégrader.

### Patrons et actionnaires confiants, salariés floués !

Si TCF est bénéficiaire, les autres divisions de Thales ont connu quelques difficultés en 2010, crise oblige. On remercie les financiers et les banques au passage. Pourtant, comme le dit la direction dans les milieux avertis : « *Nous sommes confiants dans le redressement rapide de la rentabilité de Thales, porté par les résultats du plan Probasis<sup>3</sup> et notre présence renforcée sur les marchés en croissance.* » Pour les salariés, le discours est exactement le contraire : la crise hier, la crise aujourd'hui et la crise demain donc serrons-nous la ceinture. Mais la lutte continue à

Thales comme dans de nombreuses entreprises. La rigueur, ce n'est pas pour nous !  
**Correspondant NPA**

1. Thales est une entreprise de 60 000 travailleurs dont l'État est actionnaire majoritaire, talonné par Serge Dassault, l'ami des pauvres. TCF est l'une de ses filiales et compte 5 300 salariés.
2. Luc Vignerons est le PDG de Thales et possède un solide savoir-faire dans la gestion d'une entreprise moderne : c'est lui qui a supprimé 4 000 emplois chez Nexter ! C'est bien entendu un pote de Sarkozy, mais il est dans le collimateur de l'État depuis peu, ambiance fin de règne oblige.
3. Probasis est un « merveilleux » plan d'économie de 1,3 milliard d'euros sur cinq ans, soit... 360 euros d'économie par salarié et par mois pendant cinq ans. Serge Dassault s'en frotte les mains !

## Pas de précarité dans la fonction publique

Les négociations concernant les non-titulaires dans la fonction publique sont terminées. Les syndicats ont jusqu'au 31 mars pour signifier s'ils signent. Un projet de loi sur les contractuels sera déposé au printemps, pour un vote à l'automne 2011. En bref, ce texte permet l'accès à une titularisation sur concours professionnalisé ou examen professionnel, aux CDI ou CDD (sous conditions d'ancienneté) qui sont sur des « emplois permanents » mais les « dispositions [sont] applicables aux agents recrutés sur emplois temporaires dès lors qu'ils ont exercé leurs fonctions de manière durable auprès du même employeur ». L'accord remet aux négociations locales le nombre des ayants-droit et des postes à proposer en fonction d'une « gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ». Tron parle de 50 000 agents concernés. Par ailleurs, les agents ayant six ans

d'ancienneté sur une période de huit ans et « *qui bien que rémunérés par des employeurs successifs sont sur le même emploi permanent* » auraient immédiatement accès à un CDI. Les syndicats ont fait retirer du texte le contrat de projet et l'élargissement aux catégories B et C du recrutement en CDI. Cependant, le recrutement de contractuels en CDI dans la fonction publique d'État « *lorsqu'il n'existe pas de corps de fonctionnaire susceptible d'assurer les fonctions correspondantes* » est expérimenté. Enfin, des réflexions seront menées en 2011 sur la rémunération, les droits sociaux, la prime de précarité et une convention avec Pôle emploi pour améliorer l'indemnisation chômage. Certains considèrent que, vu le rapport de forces, il s'agit d'un premier pas contre la précarité et qu'il faut signer pour peser dans le reste des débats.

Il est vrai que c'est une amélioration pour les 20% concernés, soit 150 000 sur 1 million de non-titulaires. Les contrats aidés, les faux vacataires, les assistantes maternelles et familiales étant exclus du dispositif. La loi crée des illusions pour les précaires alors que dans le même temps le gouvernement s'engage au niveau européen à privatiser et à lever tout frein à la « flexisécurité ». Comment ne pas craindre que le gouvernement impose le CDI au rabais dans l'éducation nationale alors que 16 000 postes y sont supprimés ? Autre exemple, Pôle emploi a annoncé la suppression de 1 500 CDD et de 300 CDI et les directions se débarrassent des précaires en CDD ou contrats aidés. Dans ce contexte, il faut continuer à construire un rapport de forces pour mobiliser fonctionnaires et non-titulaires contre

les suppressions d'emplois dans la fonction publique, pour la titularisation et pour un plan d'urgence contre le démantèlement des services publics. Le 9 mars, une conférence de presse CGT, Solidaires, FSU Paris a réuni plus de 100 salariés. La CGT territoriaux IDF propose notamment une manifestation le 23 mars devant Bercy pour exiger la titularisation de tous et toutes. Par ailleurs, il faut continuer de renforcer les cadres d'organisation qui ont pu émerger durant ces négociations pour porter le débat d'une titularisation massive pendant les discussions parlementaires au printemps. Les manifestations au Portugal le 12 mars contre la précarité (des milliers ont scandé : « *Pas de liberté dans la précarité* ») et notamment dans la fonction publique, nous montrent la voie...  
**Correspondants**

## 1871-2011 la Commune de Paris a 140 ans

Tout est à nous ! La Revue y consacre un numéro spécial. Vous pourrez y lire : Louise Michel place de la Casbah, un édito d'Olivier Besancenot, un article sur les premiers pas du mouvement ouvrier français entre 1830 et 1871. Mais aussi, des éclairages sur les Communes de province, la situation des femmes et des étrangers sous la Commune ; des extraits d'un texte de Daniel Bensaid dans lequel il revient sur la manière dont la Commune a influencé la pensée de Marx ; des analyses des textes de Marx, Lénine et Trotsky sur le sujet, un texte d'Alternative libertaire : *Révolution populaire et mandat impératif* ; un extrait d'un livre à paraître d'Isaac Johsua, *la Révolution selon Marx...*



## S'abonner à Tout est à nous !

### Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

#### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

#### Titulaire du compte

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
N° DE COMPTE	

CLÉ RIB

Date : .....

Signature :

#### Établissement teneur du compte

Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

### Par chèque, à l'ordre de : NSPAC

2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### FRANCE ET DOM-TOM

##### Tarif standard

- |                 |  |   |
|-----------------|--|---|
| Hebdo           | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>28 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>56 euros</b>  |
| Mensuel         | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>22 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>44 euros</b>  |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>50 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>100 euros</b> |

#### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- |                 |  |  |
|-----------------|--|--|
| Hebdo           | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>20 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>40 euros</b> |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>38 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>76 euros</b> |

#### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org





### Allemagne antinucléaire.

Environ 110 000 personnes ont manifesté, dès le lundi 14 mars dans 450 villes d'Allemagne, par solidarité avec les Japonais durement touchés et pour exiger la fin de l'industrie nucléaire. C'est la première fois qu'en si peu de temps, le courant anti-nucléaire arrive à mobiliser autant de monde. Le samedi 26 mars, il y aura d'autres manifestations sur le même sujet dans cinq grandes villes (dont Berlin, Hambourg, Cologne). Elles seront suivies de nouvelles mobilisations le 9 avril, ainsi que le 26 avril, jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, sur treize sites de centrale nucléaire. Cette question du nucléaire a été, dans le passé, particulièrement politisée en Allemagne où la construction de certaines centrales – notamment celle de Brokdorf – a donné lieu à des scènes « de guerre civile » (selon la presse bourgeoise) surtout autour de 1977.

En réaction à la nouvelle catastrophe, l'hostilité du public au nucléaire s'est réveillée en Allemagne. 80% des personnes interrogées déclarent actuellement, dans les sondages, être contre le prolongement de la durée d'activité des centrales prévue par le gouvernement. 53% souhaitent « une sortie la plus rapide possible du nucléaire ».

Après avoir annoncé le 14 mars un « moratoire » de trois mois sur le prolongement d'activité des centrales nucléaires, Angela Merkel décidait dès le lendemain que pendant ce moratoire les sept plus vieux réacteurs seraient arrêtés. Contre l'avis des géants de l'énergie allemands.

### Uribe dégage de Metz ?

L'ancien président colombien Alvaro Uribe a été nommé professeur à l'école d'ingénieurs de Metz. Des parlementaires européens protestent, des citoyens s'offusquent qu'un homme si corrompu soit nommé à cette place en échange de marchés français avec la Colombie. La Lorraine va-t-elle mettre en place un « Plan Colombie » pour éradiquer du fonctionnaire ? Est-ce que « la sécurité démocratique » inventé par ce néolibéral va être réactivée dans le bassin minier pour créer des milliers d'emplois de mouchards ? Il est vrai qu'Uribe ne passe pas pour un écologiste depuis qu'il a fait asperger les champs de coca de glyphosate, ni pour un ami des indigènes, pris entre les feux des paramilitaires et des Farc, qui sont chassés de terres bien trop riches pour eux. Le bon Alvaro possède une cote de popularité inouïe depuis que son ministre de l'Intérieur publie les enquêtes de popularité. Le

scandale de « la parapolitique » qui a montré les liens entre paramilitaires, cartels de drogue, services secrets et armée a ébranlé le gouvernement Uribe. Uribe, dégage de Metz ?

### À quoi sert Kadhafi ?

À l'heure où l'offensive de l'opposition marque le pas, et où l'armée libyenne reprend chaque jour du terrain, la question de la responsabilité des pays impérialistes dans le cours des événements est posée. Qui a intérêt aujourd'hui au maintien de Kadhafi à la tête de la Libye ? Ce ne sont certes pas les révolutionnaires tunisiens ou égyptiens pour qui la continuité territoriale des processus en cours serait un formidable point d'appui pour l'extension et la consolidation de la révolution. Les seuls bénéficiaires de la contre-révolution en action sont les capitalistes, les firmes multinationales et les bourgeoisies locales, qui savent depuis toujours pouvoir compter sur le dictateur libyen. La première leçon que tireraient les dictateurs et despotes encore en place d'une victoire des troupes de Kadhafi, est que la seule réponse aux revendications populaires est le rapport de forces militaire. C'est pour cela que les anticapitalistes doivent plus que jamais dénoncer la collusion

## Le chiffre

# 41 milliards

*C'est la fortune personnelle, en dollars, de Bernard Arnault, le patron de LVMH, annoncée par le magazine américain Forbes. La crise, il ne la connaît pas, sa fortune a progressé de 17,5 milliards d'euros en deux ans. Il est devenu l'homme le plus riche d'Europe, le quatrième au niveau mondial. Quatorze patrons français figurent dans ce classement des multimilliardaires qui disposent à leur guise d'une fortune tirée de l'exploitation des salariés. Si on les taxait, si on les obligeait à augmenter les salaires, cet argent permettrait de couvrir facilement les besoins de la Sécurité sociale et des caisses de retraite.*

entre l'impérialisme et le pouvoir libyen, exiger le gel des biens du dictateur et affirmer notre solidarité d'internationalistes avec ceux qui combattent la dictature au prix de leur vie.

### Goupillon pour Sarkozy, coups de matraque pour les Ponots.

Le 3 mars, quand Sarkozy est venu au Puy-en-Velay exalter « les vertus » de la chrétienté, sans mentionner ni les croisades ni l'évangélisation forcée dans les colonies. Il a rencontré les notables locaux et des dignitaires religieux et comme à l'accoutumée, il a fait donner des consignes pour que sa visite ne soit pas perturbée par des manifestants. L'intersyndicale (CGT, FSU, Solidaires, Unsa) avait appelé à protester contre les suppressions d'emplois en Haute-Loire, les attaques contre la protection sociale et les services publics. Le préfet n'a autorisé le rassemblement que sur une place éloignée du centre-ville.

Le déploiement démesuré de CRS avait pour but de dissuader les Ponots de venir exprimer leur opposition à la venue de Sarko. Plus de 500 personnes (militantEs syndicaux, politiques et associatifs) se sont malgré tout réunis place de la Libération. Dès que le cortège a essayé de marcher en direction du centre, les flics ont violemment matraqué les manifestants et les ont aspergés de gaz lacrymogène ! Cela n'a fait que renforcer la détermination des participants au défilé. Dans une ville où plus d'un habitant sur trois a manifesté contre la loi sur les retraites, dans un département où plusieurs entreprises ont connu des grèves reconductibles, il était indispensable de montrer à Sarkozy qu'il n'est pas le bienvenu. Jeudi, les murs du Puy ont résonné de ce slogan largement repris par les manifestants : « Sarko, t'es en minorité. Ta politique et toi, dégagez ! »

## MANIF LOGEMENT Non aux expulsions !



Paris, le 12 mars. Comme chaque année, la fin de la trêve hivernale était marquée par une manifestation contre les expulsions et pour une vraie politique de logement. Dans le cortège se trouvaient des victimes des incendies meurtriers de plusieurs hôtels parisiens, des drames révélateurs de la crise du logement.

(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JR)

“ **NO COMMENT**  
L'accident nucléaire au Japon pourrait favoriser l'industrie française dont la sécurité est une marque de fabrique  
HENRI GUAINO ”

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
**Mail :** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 6 500 exemplaires  
**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :**  
François Coustal  
**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®